

rouge

hebdomadaire d'action communiste

libérez

les soldats de Draguignan

pelletier

et ses camarades



GISCARD: UN SACRE COUP DE VIEUX



« Que fait-il après minuit ? » Depuis dix jours, la grande presse internationale a repris à son compte cette interrogation, jusque-là limitée au Canard Enchaîné : après Le Monde, l'Economist, le Financial Times, le Herald Tribune... Il n'y a aucun complot international dans ce déferlement de manchettes tapageuses ; seulement le constat des faiblesses du régime dont les incartades nocturnes de Giscard ne sont que l'illustration. Sans aller jusqu'à dire que, pour le Président, c'est déjà l'heure du laitier, il ne fait aucun doute que le régime a pris un sacré coup de vieux : quelques jours avant le déclenchement de cette campagne de presse, 63 % des français pensaient qu'une crise comparable à celle de mai 68 est possible dans les mois qui viennent. Et 42 % seulement avaient l'impression que Giscard est capable d'y faire face.

Monsieur Schmidt, « le cher Helmut », pose dans ses critiques à Giscard quelques vrais problèmes. La social-démocratie allemande donne la mesure de l'enjeu lorsqu'elle décrit la motte d'argile sur laquelle repose le régime giscardien : la majorité présidentielle est hétérogène et divisée, mais surtout Giscard ne dispose d'aucun crédit dans la classe ouvrière. L'allusion est claire. La crise touche les économies des pays capitalistes avancés : seul, un gouvernement qui dispose de puissants relais électoraux et organisationnels dans la classe ouvrière, semble être en mesure de faire avaler la pilule par les travailleurs. Les gouvernements de Schmidt et Wilson en donnent l'exemple. Wilson a désamorcé en octobre la grève des mineurs anglais, et fait voter une législation d'exception contre l'IRA, qui servira aussi, le cas échéant, à réprimer tout débordement de la classe ouvrière. La social-démocratie allemande fait payer cher la crise au prolétariat : si l'inflation en

RFA est contenue à 7%, il y a déjà un million de chômeurs, il y en aura peut-être deux en 1975, et les salaires restent bloqués par les accords de co-gestion. Bref, les bourgeoisies anglaise et allemande font confiance à leurs social-démocraties respectives pour désamorcer les premiers effets de la crise économique.

UNE FERMETE AU BORD DU GOUFFRE

La bourgeoisie française n'a pas les mêmes atouts politiques dans son jeu, et l'essor des luttes sociales a atteint un tout autre niveau. D'où la politique gouvernementale de faux-fuyants et de coups de force mêlés.

Le plan Fourcade de refroidissement de l'économie, tentait de reporter sur le patronat les tâches de police salariales ; plutôt qu'un subtil stratagème, il illustrait la marche à vue d'un régime incapable d'imposer au mouvement ouvrier une

stricte politique des revenus. Au contraire, l'escalade inflationniste et la montée des luttes tendent à faire éclater le cadre fragile de la politique contractuelle, soutenue avec zèle par FO.

Parallèlement, le gouvernement pratique contre les grèves une fermeté au bord du gouffre : la police dans les centres de tri, la police à l'ORTF, un mois et demi de grève dans les postes, sans qu'une porte de sortie soit entrebâillée pour les directions syndicales... Derrière l'intransigeance du pouvoir, il y a un certain pari : il s'agit, en affligeant une défaite au secteur public, de vacciner toute la classe ouvrière contre un nouveau mai 68, avant même que ne soit franchi le cap du million de chômeurs. C'est un jeu dangereux ; Tirant les leçons de la grève des Postes, d'Ormesson le suggère dans L'éditorial du Figaro : « Si le gouvernement ne joue pas son rôle, si les syndicats ne jouent pas le leur, la France est guettée à brève échéance par une asphyxie à l'italienne... chacun sait que M. Thorez proclamait qu'il fallait savoir terminer une grève. Mais n'était-ce pas dans les temps heureux où les syndicats ne souffraient pas de ce mal moderne : la contestation intérieure. » Dans l'Huma du 2 décembre Krasuki exprime son soulagement : « Les jeunes postiers, que certains ont présentés comme des marginaux et qui constituent une grande masse de la profession, ont fait preuve d'une combativité enthousiaste. Leur dynamisme s'est parfaitement allié à l'expérience de leurs aînés... Ils ont vécu une extraordinaire expérience : leur première grande bataille de

salariés. Et ils l'ont fait de la meilleure manière, ces anciens lycéens et collégiens venus à la production au fil des années depuis 1968. » La crainte partagée, c'est qu'un jour, la combativité ou la colère emporte les digues. Et que l'apparition d'une avant-garde révolutionnaire y contribue activement.

ET MAINTENANT...

Il ne fait aucun doute que les 45 jours de grève des postiers feront réfléchir l'ensemble des travailleurs. Réflexion à double tranchant. Car ils hésiteront certainement à se lancer seuls désormais dans la lutte, sans la garantie d'un solide rapport de forces. Mais ils seront d'autant plus convaincus que la lutte pour leurs revendications doit être liée à une lutte qui vise le verrou gouvernemental lui-même.

La sympathie de l'opinion envers les postiers ne s'est guère démobilisée malgré la durée de la grève. La participation au cortège du 19 novembre a été massive, dynamique, sans pour autant donner l'impression que les travailleurs étaient prêts à continuer pour leurs seules revendications. L'enjeu politique de la bataille ressort avec une plus grande netteté.

C'est aussi ce qu'avaient prévu et compris les directions réformistes, Mitterrand en tête, qui clamait haut et fort, dès le début de la grève des PTT, qu'il n'était pas question pour elles d'arriver au gouvernement en dehors d'une consultation électorale. Bourgeois et réformistes sont

COMMUNIQUE DU M.O.S.C.A.G.A.M.

En France notamment, l'information et le soutien aux luttes de libération, sont restés d'une tragique faiblesse depuis dix ans. C'est pour y remédier que des militants anti-impérialistes se sont groupés, en octobre 1974, en un « MOUVEMENT DE SOUTIEN AUX LUTTES DE LIBERATION DES PEUPLES DU CAP-VERT, DE GUINEE BISSAU, D'ANGOLA ET DU MOZAMBIQUE (M.O.S.C.A.G.A.M.).

Le M.O.S.C.A.G.A.M. Appelle au meeting qu'il organise le samedi 7 décembre, à 15 heures :

8, villa du Parc Montsouris, Paris (14^e) (Métro Cité Universitaire ou Porte d'Orléans)

Adresse du MOSCAGAM : MOSCAGAM — BP 72 / 75 623 — Paris cedex 13

Pour le soutien financier : chèques à libeller au nom de M. LEBIHEN J.Pierre

CONTRE LA TORTURE EN R.F.A.

Devant le danger permanent encouru par les prisonniers politiques de la RFA, du fait des conditions de détention meurtrières et des procédures particulièrement dangereuses de nutrition forcée, le Comité contre la torture des prisonniers politiques en RFA appelle à la constitution d'une commission internationale d'enquête composée de médecins et d'avocats afin que chaque prisonnier soit pris en charge par un médecin et un avocat étranger.

Adressez les dons à l'adresse du Comité libellé à l'ordre du Comité RFA.

Permanence tous les mardis et vendredis de 17 h.30 à 19h. aux Temps Modernes 26 rue de Condé

Paris 5^{ème}
Comité contre la torture
des prisonniers politiques
en R.F.A.

gardes fous n°4 5f

**nouvelles luttes
en psychiatrie**

REUNION-DEBAT
par GARDE-FOUS
Le mardi 10 décembre 74
A 20h.30 rue guy Labrosse
Métro Jussieu

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Forme de la critique
ne saurait remplacer
la critique des armes
karl marx

18

dialectique de la forme valeur
l'Italie en crise
agriculture et lutte des classes

revue trimestrielle
octobre-décembre 1974

TOUT SE TIENT

2800 licenciements. Un milliard 450 millions de francs offerts par l'Etat au patronat de l'automobile. Dans ces deux chiffres, il y a toute l'absurdité d'un système économique, tout le cynisme d'une politique de classe.

La crise de l'industrie automobile qui frappe la France de plein fouet après les autres pays capitalistes est l'illustration éclatante de l'anarchie d'un système guidé par la seule recherche du profit : pendant des années, on produit toujours plus pour vendre plus. Vient le moment où la production a de plus en plus de mal à s'écouler. On multiplie alors les gadgets pour pousser les usagers à renouveler de plus en plus fréquemment leur voiture, voire à en acheter une seconde. Puis quand les prix s'envolent, quand les salaires, dont le pouvoir d'achat stagne, réduisent leurs commandes, la course à l'augmentation de la production se heurte à un mur. C'est la crise ouverte : la vente des voitures particulière s'effondre de 25%. Citroën, le deuxième constructeur français il y a encore dix ans, affiche plus de cent milliards de déficit par mois !

Dans une telle situation, le réflexe du patronat de l'automobile, c'est de présenter la note de sa propre banqueroute aux travailleurs : on pèse sur les salaires (à Peugeot Saint-Etienne, les jours chômés amputeront de 8% le pouvoir d'achat du personnel.) Mais surtout on attaque l'emploi. Avec férocité : plus de 12.000 emplois supprimés au cours des 9 premiers mois de 1974. Plus de 100.000 salariés touchés par des mises en chômage technique.

Dans une telle situation le gouvernement Giscard ne fait ni une ni deux : il verse des centaines et des centaines de milliards aux patrons en difficulté... pour les aider directement à restructurer leurs entreprises en licenciant massivement leur personnel. Ce cadeau royal n'est d'ailleurs pas le premier du genre : depuis 1967, Citroën avait déjà reçu près de 629 millions de subventions dont une partie avait servi à financer les gros bras de la CFT. Et combien de Dassault et autres De Wendel qui ont reçu de l'Etat une véritable manne pour les aider dans leur politique anti-ouvrière ? ...

Cette offensive frontale contre les travailleurs de l'automobile, et cette fantastique gratification à leurs patrons ont lancé un véritable défi au mouvement ouvrier. Les directions des partis de l'Union de la Gauche y ont répondu chacune à leur manière.

La direction du PCF (et celle de la CGT) après avoir pendant des mois refusé d'avancer le mot d'ordre qui ne figurait pas dans le programme commun, a durci le ton : Ballanger fait savoir qu'il proposera la nationalisation de Citroën ; et l'Huma souligne avec insistance que cette proposition qui figurait depuis 1971 dans le programme du PCF (« Changer de Cap ») « n'avait pas été retenue lors de la discussion du Programme commun »...

La balle était dans le camp du PS. Mitterand, dans sa conférence de presse, la reprend au bond : Le PS, dit-il, votera la nationalisation de Citroën. Mais ce qui est à l'ordre du jour, c'est celle de l'ensemble de l'industrie automobile : en y ajoutant même celles d'Honeywell-Bull et de la CII, la première étant « prévue au programme », la deuxième ne l'étant pas.

Que ces propositions soient plus guidées par des arrières pensées politiques que par le souci de la défense des travailleurs, cela n'est pas douteux. Mais là n'est pas l'essentiel.

La nationalisation de l'industrie automobile, qui peut souder une riposte de l'ensemble des travailleurs touchés par cette crise, est effectivement une exigence conforme aux intérêts des travailleurs. A condition de lui donner un autre contenu que celui d'une simple mesure de rationalisation dans le cadre du système existant.

Pour nous, il ne s'agit pas de prôner une « prise de participation majoritaire de l'Etat », qui reviendrait en pratique à arrondir encore le pactol incroyable dont a bénéficié le patronat, mais de lutter pour exproprier ce patronat, en nationalisant sans indemnités les usines de l'automobile.

Pour nous, le but n'est pas non plus de « maintenir la compétitivité française au niveau mondial » en se pliant aux critères de rentabilité capitaliste. C'est avant tout de permettre la garantie de l'emploi et le maintien des avantages acquis. Et nous savons que dans l'automobile aujourd'hui la nationalisation est une condition nécessaire mais non suffisante. L'exemple de Renault qui met aussi des ouvriers en chômage technique le montre bien.

Elle doit s'accompagner d'une lutte pour la répartition de tout le travail existant entre les mains de tous, sans diminution de salaire. Il est inadmissible que des travailleurs passent des semaines à rallonge quand d'autres d'une même usine sont victimes du chômage technique ou des licenciements. Ce qu'il faut arracher, c'est un statut qui garantisse la même sécurité d'emploi que dans la Fonction Publique ; imposer le droit de veto sur toute augmentation des cadences de travail, sur tout licenciement, toute mutation de personnel... La meilleure garantie pour les travailleurs, c'est leur propre mobilisation pour qu'ils exercent eux-mêmes leur contrôle avec vigilance.

Dire quelle nationalisation nous voulons, c'est dire aussi comment nous lutterons pour l'imposer. Il n'est pas indifférent que ce soit par une proposition de loi à l'Assemblée nationale ou par la mobilisation ouvrière.

Il y a en effet un fil conducteur entre le contenu donné à ce mot d'ordre et les moyens de lutte préconisés

Il est logique que ceux qui ne voient dans la crise de l'automobile que le résultat d'une mauvaise gestion avancent la nationalisation au nom de la « compétitivité française » et la défendent... dans un parlement où tout le monde sait qu'elle sera refusée.

Pour nous, au contraire, derrière cette crise, c'est toute la logique d'un système qu'il s'agit de remettre en cause : il ne suffit pas, comme le dit le PCF, de faire en sorte que « chacun ait sa bagnole », car on ne peut reculer à l'infini la crise de surproduction engendrée par la logique du profit. Finalement, ce qui est ici en cause, c'est la nécessité d'un autre développement économique : planifié, défini non selon la loi du profit, mais selon les besoins des travailleurs, en fonction des ressources existantes : voiture individuelle ou transports en commun ? Autoroutes, aménagement des villes, pollution, énergie... Tout se tient si l'on veut substituer d'autres choix aux choix absurdes qui sont imposés au détriment des conditions de travail, de vie, et de santé de millions d'hommes.

Face à la crise, le choix est capitalisme ou socialisme. Il n'y a pas de troisième voie, pas d'« étape démocratique » possible, pas de grignotage paisible du système, nationalisation après nationalisation. Et ce choix, ce n'est pas au parlement que nous le trancherons...

Un article de J.P. Beauvais, sur la situation au Chili est paru la semaine dernière dans Rouge. Il introduisait une série qui, faute de place, ne pourra continuer qu'à partir de la semaine prochaine. Nous nous en excusons.



également tombés d'accord pour mettre en vedette les divergences entre PC et PS. La polémique faisait diversion. Elle contribuait à escamoter l'issue politique et à suspendre l'élan unitaire du mouvement. Il est vrai que le PC, plus directement lié que le PS à la classe ouvrière, redoute le poids des responsabilités gouvernementales dans un contexte de crise. C'est surtout lui qui devrait demander des sacrifices aux travailleurs aux risques de céder du terrain à l'extrême-gauche comme l'illustre aujourd'hui le sort du PC portugais. Mais au fond, PC et PS restent d'accord sur l'essentiel : leur commun refus d'accéder au gouvernement porté par une mobilisation extra-parlementaire.

Pourtant, la question du débouché politique des luttes, continuera plus que jamais à se poser, après la grève des PTT. Le masque libéral du régime s'est déjà considérablement écaillé. Et ce n'est pas la loi sur l'avortement, votée malgré le refus de la majorité de la majorité, qui redorera son blason. Plus que jamais, les travailleurs tiennent pour responsables de la situation un régime qu'ils n'ont pas élu en juin dernier. Pour satisfaire les revendications ouvrières et mettre en œuvre le programme anti-capitaliste qu'exige la situation, les partis ouvriers devront prendre leurs responsabilités politiques. S'ils tergiversent et se dérobent, comme dans la dernière vague de luttes, ce sera aux travailleurs qui leur font confiance de leur demander des comptes, et d'exiger qu'ils assurent leurs responsabilités.

LÉON TROTSKY
PROBLÈMES
DE LA RÉVOLUTION
ESPAGNOLE

Textes recueillis, présentés et annotés
 par
PIERRE BROUÉ

★
 m

— SOUSCRIPTION —

Cet ouvrage ne pourra paraître aux Editions de Minuit que si le nombre de souscriptions atteint avant le 30 janvier 1975 est suffisant. Dans le cas contraire, la souscription sera annulée et les souscripteurs remboursés par la librairie qui aura encaissé leur règlement.

AUX ÉDITIONS DE MINUIT

1000 commandes sont nécessaires pour la parution de ce livre

Prix : 110F. s'adresser
 SIE, 10 Impasse
 Guéméné Paris 4ème

19 MAI - 19 OCTOBRE - 19 NOVEMBRE

Le gouvernement a prouvé l'étroitesse de ses possibilités et son comportement vis-à-vis de la grève a été bien symbolisé par le regard bûté de l'âne Lelong.

Selon France-Soir, la grève a coûté 700 Millions aux seules entreprises de vente par correspondance ! cela représenté 240 F par mois pour tous les postiers pendant un an ! Et les grévistes exigeaient 200 F mensuels pour tous...

Mais il ne s'agit que des seules entreprises de vente par correspondance... Si on ajoute les pertes de toutes les autres entreprises, le coût des tris parallèles (où un jaune était payé 30 F de l'heure !) et les envois privés divers, on doit arriver à un total dépassant considérablement le coût des revendications exigées par les postiers. Et les PTT en n'assurant plus le POSTADDEX on fait une rupture de contrat, car ils s'engageaient à le maintenir en toute circonstance. Pour briser la grève la bourgeoisie a accepté de payer beaucoup plus cher que ce que lui aurait coûté la satisfaction des revendications.

L'attitude du pouvoir a été significative. Confronté à un tel mouvement, il a continué la politique des Marcellin, Messmer et consorts. Messmer avait dit « Lip c'est fini » ; eh bien, c'est presque fini : il ne reste plus qu'une vingtaine de Lips à réembaucher ! Aujourd'hui, la bourgeoisie est plus prudente dans ses commentaires... Après avoir adressé un refus borné à toute négociation sérieuse, après avoir craché sur les grévistes, après avoir lancé les flics contre les piquets de grève, après avoir vu, au bout de six semaines les postiers reprendre le travail, Lelong ne peut pas pavoiser. France-Soir

Le 19 mai, Giscard est élu président de la République avec une minuscule majorité. Cinq mois plus tard, le 19 octobre, tous les centres de tri parisiens sont en grève reconductible. Un mois plus tard encore, le 19 novembre, les plus grandes manifestations ouvrières depuis 68 se déroulent dans toute la France.

C'est le premier aspect de la grève des PTT. Elle a agi comme un révélateur de la situation politique et sociale. L'importance de la grève (200.000 travailleurs pendant six semaines) et la combativité extraordinaire des postiers ont nettement montré la profondeur des tensions entre les travailleurs et la bourgeoisie.

est inquiet du « mauvais esprit » qui peut s'installer aux PTT, le Parisien Libéré craint la « chienlit » et le Figaro reprend peur d'une « situation à l'italienne ».

La grève des postiers n'est pas une victoire éclatante pour le pouvoir. A la reprise, dans un centre de tri parisien, un jeune postier disait : « Tant que Giscard sera là, je ne foutrai plus rien ! ». La grève a porté un nouveau coup à la crédibilité du pouvoir : plus ça change et plus c'est la même chose. La « victoire » que le gouvernement vient de remporter est de courte portée, sa nature anti-ouvrière était bien

connue, elle est maintenant bien reconnue, expérimentée.

L'issue, non victorieuse, de la grève des PTT, pose des questions à tous les travailleurs. C'est un mouvement exceptionnel et il n'a pas gagné. Ne nous y trompons pas, la défaite des postiers est riche d'enseignements et d'expériences : la leçon que les travailleurs en tireront, c'est qu'il faut frapper encore mieux, encore plus nombreux, encore plus fort.

Le fait que les directions syndicales ne se soient pas opposées frontalement au mouvement (cf. Rouge n° 275) ne donne



pas l'impression à la grande masse des travailleurs que l'échec est à attribuer à un « coup de poignard dans le dos », mais à une insuffisance dans le niveau de l'organisation de la lutte, et à un refus des bureaucraties réformistes d'assumer la dimension politique de la grève générale. La date clé pour l'évolution du rapport de forces est sans doute le 9 novembre, quand la grève de la SNCF a échoué faute de perspective (pas de plate-forme nationale) et de coordination : car alors PTT + SNCF en grève générale, cela aurait créé un rapport de forces capable de faire céder le pouvoir, par la lutte, en entraînant toute la classe ouvrière.

La question de l'unification des luttes (par une plate-forme nationale mobilisatrice comme celle des postiers) de leur coordination (par des formes de lutte efficaces) et de leur centralisation (par des initiatives nationales) est une question maintenant présente chez beaucoup de travailleurs.

Comment créer le rapport de forces centralisé pour briser la résistance du pouvoir : comment s'organiser pour chasser le gouvernement et imposer un gouvernement des organisations ouvrières : ce sont les questions posées à tous les travailleurs par les six dernières semaines de lutte.

L'idée d'un troisième tour social fait son chemin, l'idée que Giscard n'en aura pas pour sept ans se précise. Le dénouement n'aura très probablement pas lieu en automne 74, mais c'est partie remise. Et c'est l'avis de 63 % des Français qui, selon un sondage récent, pensent qu'on peut arriver rapidement à un nouveau Mai 68 !

« SI ON NOUS PAYE A 75 %, ON NE TRAVAILLERA QU'A 75 % »

La reprise s'est d'abord amorcée en province. Faute de perspective nationale, les postiers de province, plus isolés, ont plus rapidement qu'à Paris pensé que la grève ne serait pas victorieuse.

A Paris, la reprise s'est amorcée le 26 novembre, journée démobilitatrice au possible. Alors beaucoup de postiers ont pensé que c'était fini : on promettait de belles choses le 26 et il ne s'est rien passé, rien n'était préparé. Quand la brigade A du PLM a voté la « suspension de la grève » sur proposition des directions syndicales, les postiers ont tous pensé que c'était fini pour la grève.

Mais la rage l'a largement emporté sur l'amertume. La colère contre le pouvoir fut la réaction spontanée des grévistes : « On est battus mais on n'est pas vaincus ! ». La prochaine bataille sera plus dure...

AVEC CEUX QUI RENTRENT... AVEC CEUX QUI CONTINUENT

Les votes sur la reprise ont montré de façon absolument flagrante l'irresponsabilité des directions syndicales. Sans parler

de F.O., les fédés CGT et CFDT n'ont donné aucune position claire sur l'issue de la lutte : elles étaient « avec ceux qui rentreraient et avec ceux qui continuaient » sans donner leur position à elles, directions responsables de la lutte mais irresponsables dans la conduite de la lutte. A moins que cette abstention des fédérations ne soit une tactique cynique visant à dire aux grévistes : « nous ne serons pas contre vous, mais si vous continuez, sachez que vous serez seuls ». Mais lors des votes en assemblée de personnel, beaucoup de responsables syndicaux ont voté pour la reprise. Alors, refusant le dilemme : continuer la grève de façon minoritaire (comme par pure démagogie FO l'a souvent proposé mais... sans dire comment) ou assumer la responsabilité de la situation en votant la reprise, beaucoup de travailleurs se sont abstenus en refusant un choix qui n'en était plus un.

Après la reprise, la combativité est restée très profondément ancrée chez les postiers : la plus grande grève de l'histoire des PTT aura des suites !

« ON A REPRIS LE TRAVAIL, MAIS LE TRAVAIL NE NOUS PRENDRA PAS ! »

Le 26 novembre, pour faire accepter le fait qu'il puisse parler de reprise, G. Frischmann (Fédé CGT) a lancé à la Bourse du Travail à Paris : « Si on ne nous paye qu'à 75 %, on ne travaillera qu'à 75 % ! ». Cette perspective est bonne, elle est mobilisatrice. Mais encore faut-il maintenant l'assumer.

Le ralentissement des cadences correspond exactement aux souhaits des postiers ; mais si on ne l'organise pas, il risque de ne pas durer. Les postiers à la reprise ont massivement prouvé que rien ne serait plus comme avant aux PTT. Avant la grève, beaucoup de travailleurs pensaient qu'à la fin de la vacation, il fallait avoir fini tout le travail, que tout soit bien en ordre. Le mépris du pouvoir pour les revendications a eu un effet certain : « Il n'a pas voulu nous donner satisfaction, eh bien qu'il se démerde avec la poste ! ». Le « Service public » a disparu



actuellement des préoccupations de la majorité des postiers : parce que le pouvoir a lui-même clairement montré que le service « Public » n'est que le service du capital !

Mais pour que cette expérience acquise par les postiers ne disparaisse pas en fumée, il faut lui permettre de s'exprimer. La continuation de la lutte consiste à maintenir les acquis de la grève :

Paris 16.

Où est passé le patron ?

« Ce matin, à 6 heures et demie, on a fait une assemblée générale et on a décidé la reprise. Mais à une condition : que le receveur accepte de recevoir une délégation syndicale. Il faut dire que c'est un receveur assez particulier qui s'est illustré en participant à des « comités de salut public » en Algérie... Il a refusé. La délégation a trouvé porte close : il avait disparu ! Alors tout le bureau est parti à sa recherche. On a fait des serpentins et on s'est mis à le chercher partout dans le centre : dans les sacs, dans les casiers, etc... Et tout le monde chantait : « Oh, oh ! oh, oh ! Où est passé le patron ? ». On le cherchait partout. Visiblement, il était planqué.

Il a réapparu, plus tard, dans la matinée. Il a dit alors que ceux qui ne bossaient pas immédiatement ne seraient pas payés. Le résultat ça a été une grosse gueulante... et tout le monde

est sorti dans la rue. On est allé en masse faire débrayer ceux qui avaient recommencé à régler quelques mandats. Et on s'est tous retrouvés dehors. C'était très chaud : un camion de poste parallèle qui est arrivé s'est retrouvé bloqué et son pare-brise a volé en miettes. Le type est allé se plaindre au receveur, qui a téléphoné à la police. Là-dessus les flics sont arrivés et ça a failli mal tourner. Finalement le camion est rentré.

A 10 heures et demie, la grève a été reconduite jusqu'à demain où une A.G. décidera de la suite de l'action. Cette mobilisation est vraiment partie de la base : elle est suivie à plus de 90 % même des gars qui n'avaient pas fait grève ont débrayé. On a posé des revendications locales qui sont très importantes : un local syndical, le respect des libertés syndicales. On a fait une pétition.

Les mecs sont vraiment regonflés à bloc : quand des gars des Renseignements Généraux sont venus tourner autour de la poste, on est allé voir leurs bagnoles. Il y avait à peu près cinquante mecs autour qui imitaient le

cri du poulet. Ils étaient assez paniqués. Il y a eu un préavis de grève locale qui est déposé pour mardi prochain. On a décidé de tirer en tract les chansons qu'on a chantées pendant la grève et de les coller sur les casiers ».

PLM.

« on agrafera nos bulletins de paie amputée sur nos blouses »

« A la reprise le samedi, les gars de la B n'ont pratiquement pas bossé. Ils ont fait le serpent dans les services. Ils ont fait des délégations, etc.

En A ça a été un peu plus mou. En D, il y a d'abord eu une AG. Après l'AG, on est allé en délégation voir le chef de brigade. Ensuite on est descendu au vestiaire. Après, dans les services, il y a eu plusieurs bagarres : refus de travailler tant qu'on n'avait pas les bulletins de paie ; cassage des cadences ; multiplication des délégations. Dans mon service par exemple on a fait

4 délégations au chef de service et 3 ou 4 au chef de brigade !

Au début l'ambiance était quand même à un certain écoeurément de la reprise ; mais après la pause de minuit, on a commencé à chanter dans les salles. Les chefs ont commencé à gueuler parce qu'on chantait les chants de la grève. Il y a quelques petits chefs assez réacs qui se sont fait remettre en place. Il y en a même un qui parle de changer de bureau...

On avait dit au départ : si on est payé aux 2/3, on travaillera aux 2/3. Mais juste après la reprise on a travaillé tout juste au dixième : il y a des gars qui ont mis 1000 lettres dans leurs cases, alors que normalement c'est 500 au quart d'heure ! A la répartition on a ouvert 9 sacs, alors que normalement on en ouvre des fois jusqu'à 900 dans la nuit.

Et, à la moindre occasion, dès qu'il y avait une petite discussion avec le chef, il y avait tout le service qui rappliquait...

On a décidé que tous les manutentionnaires refuseraient, si le cas se présente, de trier la poste parallèle.

On a prévu aussi, quand on touchera

LA TEMPÊTE

Si le démantèlement de l'ORTF, voté à la sauvette en août avait soulevé des vagues, le licenciement massif de plusieurs centaines de journalistes et de techniciens a déclenché une tempête dans les centres TV et radio.

Pour la première fois, les grévistes ont même refusé d'assurer le service minimum. Le lundi 25, Marceau Long annonce 250 licenciements de journalistes, dont une très forte proportion de femmes et de militants syndicalistes. Aussitôt, les journalistes décident de débrayer et refusent d'assurer le service minimum imposé par la loi Malaud de 1972.

Le lendemain, la grève générale touche tout l'office. Des manifestations parcourent la Maison de la Radio. Le bureau de Marceau Long est occupé. Le PDG de l'ex-ORTF n'hésite pas : il appelle les flics. Résultat : pendant deux jours, le programme minimum n'est même pas appliqué. Les journalistes et les techniciens occupent les plateaux.

Le gouvernement engage l'épreuve de force : Chirac tempête au gouvernement contre les dilapidateurs de la redevance TV ; le pouvoir envoie ses flics encercler les bâtiments. La direction organise le filtrage à l'entrée le jeudi matin avec la police : l'accès du centre est interdit aux grévistes de Cognacq-Jay. Les centres de Bry-sur-Marne et de Joinville décident alors d'organiser une manifestation pour aller soutenir sur

alimentée, les émissions reprennent un cours presque régulier. Belle arme pour le pouvoir qui tente de faire croire à une reprise généralisée du travail.

Au travers de l'Intersyndicale, la direction CGT accepte et proclame l'arrêt de la grève générale. Mais, sous la pression de ses militants aux Buttes-Chaumont, à Joinville et à Bry-sur-Marne, elles se voient contraintes de s'opposer à la position intersyndicale : elle lance un appel à l'élargissement de la grève. Si cet appel se concrétise dans les centres combattifs, rien n'est fait pour qu'il soit relancé dans les centres hésitants.

LA CFDT POUR DES « ACTIONS SECTORIELLES »

L'analyse de la direction CFDT (FSU) est claire. Pour son dirigeant, Simonetti (membre du PS), est opposé depuis quatre ans à



— en limitant les cadences (et en fixant un maximum, position de travail par position de travail) pour exiger le paiement intégral des jours de grève.
— en refusant toute incartade des chefs et de l'administration avec à chaque fois des délégations de masse.
— en exigeant la fin des tris parallèles, ou leur transformation en création d'emplois de titulaires !

— en maintenant les acquis démocratiques de la lutte, par les Assemblées générales hebdomadaires du personnel.

RECTIFICATIF : Rouge n'a pas pour habitude de tourner en dérision la décision des travailleurs les lecteurs auront corrigé d'eux-mêmes la coquille du dernier Rouge qui qualifiait par erreur les Assemblées Générales de dérisoires, où il fallait lire décisives !

le premier bulletin de paie amputée de l'aggraver avec des trombones sur nos blouses ».

Saint Lazare. La reprise du boulot s'est faite en chantant l'Internationale

« Le jeudi il y avait chez les gars une certaine amertume devant les résultats de la grève. Mais après la réunion des commissions de travail il y a eu un retournement. Et le dimanche soir, c'était assez impressionnant : à 8 heures moins le quart, tout le monde était là en blouse. L'ambiance n'était pas du tout abattue. Les gars déconnaient.

Ils ont traversé le transbord. Ils ont gueulé quelques mots d'ordre. Ils sont rentrés dans la salle en chantant l'Inter. Et puis, quand ils sont arrivés devant le chef de service, ils ont déposé la motion commune à l'ensemble des brigades et ils lui ont demandé : « Quels ont été les ordres de la direction ? » Il a dit « Voilà, vous devez trier par département... ». Ils

sont dit « Pas question ! on ne trie pas par département. On fait du T.G. »

Le boulot a démarré au moins avec une heure de retard. Les gars restaient là à discuter par petits groupes...

Ils ont finalement décidé qu'ils feraient moitié TG, et moitié transits (c'était d'ailleurs le contraire de ce qu'avait décidé l'Administration).

La brigade A (la plus dure) a repris elle aussi le boulot en chantant l'Inter. Le chef de service a eu le nez fin : il n'est arrivé qu'à 6 h 1/2 ! Le pointeur, qui fait toujours son tour pendant la journée est resté invisible. Il y avait une motion spéciale contre lui...

Dans les autres brigades, les autres gars étaient aussi assez remonté.

En vente à la librairie Rouge ou auprès des militants du FCR la brochure :
« FONCTION PUBLIQUE :
LECONS D'UN AUTOMNE »



place les grévistes de Cognacq-Jay. Leurs délégués se rendent à l'A.G. des Buttes-Chaumont pour proposer ces actions. Mais un certain malaise gagne les participants de l'AG, quand la direction de la CFDT (FSU), explique que les travailleurs de Cognacq-Jay... ne veulent pas de manifestation de soutien. Les manifs sont également suspendues.

TANT PIS POUR LES SPRINGBOKS

Le gouvernement tente de mettre à profit ces hésitations. Le vendredi 29, Marceau Long annonce une deuxième vague de licenciements, de techniciens cette fois-ci. C'est devant l'assemblée générale la plus nombreuse et la plus combative jamais vue à l'ORTF que les directions syndicales annoncent cette mesure.

Ce sont plusieurs milliers de travailleurs qui proposent immédiatement de ne pas retransmettre les images du match des Springboks. Un moyen de dénoncer ne même temps le caractère raciste de cette manifestation sportive.

Toutefois, après une semaine d'agitation et de grève, après l'escalade des provocations gouvernementales, l'Intersyndicale ne s'est toujours pas employée à centraliser le mouvement. Pire, la direction de la CFDT (FSU), malgré la reconduction de la grève à l'unanimité aux Buttes-Chaumont, à Joinville, Bry-sur-Marne, dans plusieurs centres de province (Strasbourg, Lyon) ainsi que dans plusieurs secteurs à Issy-les-Moulineaux et Cognacq-Jay, cette direction appelle à la reprise du travail, quitte à « envisager des actions sous des formes sectorielles ». Mais désormais, l'antenne est

toute action d'envergure. Pour lui, aujourd'hui, le gouvernement a gagné la bataille du démantèlement de l'ORTF. Il ne sert donc à rien de mener des luttes d'ensemble. Il faut des initiatives sectorielles, dans la droite ligne des bonnes vieilles traditions corporatistes.

La direction de la CGT elle, joue sur deux tableaux : d'un côté, elle se place à la tête du mouvement, sans l'organiser ni l'impulser, là où il se développe. Forte de ses initiatives de soutien, elle oppose bloc contre bloc devant les travailleurs sa politique à celle de la CFDT. D'un autre côté, cette position permet aux militants du PCF dans la CGT d'opposer son action par CFDT interposée à celle du PS. Cette politique couronnée le 3 décembre par l'intervention de Jack Ralite, député du PCF à la Commission ORTF du parlement dans la cafétéria des Buttes-Chaumont.

CENTRALISER LA LUTTE

Certes, la pratique des directions syndicales, et en particulier de la FSU, a permis au gouvernement de marquer des points. Toutefois, malgré cette situation et les incertitudes sur l'avenir, les travailleurs restent mobilisés : ils sont prêts à montrer leur combativité si des initiatives de centralisation du mouvement sont prises. C'est pourquoi les militants du groupe Taupe Rouge ORTF se battent pour cette centralisation.

- Non au démantèlement.
 - Non aux licenciements.
 - Réintégration des licenciés.
 - Intégration des non-statutaires.
- Le 3 décembre
Correspondant.

surmont

Les mesures de Dijoud renforçant la surexploitation des travailleurs immigrés sont passées sans la moindre riposte des organisations ouvrières. Quelques communiqués saluant les « concessions », tout en dénonçant les « limites » ; autant dire : rien. Alors que les travailleurs immigrés participent de plus en plus activement à la montée des luttes ouvrières, jamais leur isolement face à l'offensive frontale du pouvoir n'a été aussi grand.

Aujourd'hui cette contradiction est profondément ressentie : ils sentent qu'ils se heurtent à un plan d'ensemble qui vise à faire d'eux une masse de main d'œuvre plus mobile, sans moyen de défense, à les désigner comme boucs émissaires du mécontentement populaire. En même temps, ils ressentent durement l'inertie des directions ouvrières « nationales ». Enfin, ils voient qu'il faut aller au-delà d'une riposte spontanée, comme le fut la grève générale des travailleurs arabes à l'appel du MTA en septembre 1973.

D'où un certain désarroi qui explique l'absence de réaction massive des travailleurs immigrés jusqu'ici. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une véritable recomposition des forces des travailleurs immigrés pour surmonter l'émiettement et permettant de montrer la communauté des intérêts de tous les travailleurs qu'ils soient immigrés ou français.

Les initiatives visant à coordonner et centraliser les luttes sur les foyers, les manifestations unitaires comme le meeting saluant le 20^e anniversaire de la révolution algérienne, vont dans ce sens. Cette recomposition est la base de départ nécessaire à la prochaine offensive.

Compiègne, un foyer africain comme beaucoup d'autres. Une nuit, un travailleur immigré meurt dans sa chambre. Ses camarades vont voir le gérant, et lui demandent de pouvoir passer un coup de téléphone. Refus catégorique : « La nuit, je ne suis pas de service... ». Devant ce comportement abject inhumain, ils se sont mis en grève totale sur l'ensemble des

revendications qui restent depuis des années non satisfaites ; à commencer par le refus de la hausse des loyers.

Ils ne sont pas seuls à se battre. A Paris, dans le 19^e arrondissement, au 60 rue de Charonne, ce sont 350 travailleurs africains qui vivent dans un taudis dont le toit menace de s'effondrer à tout moment, qui luttent depuis des années. Malgré la promesse



dassault

La « liberté » vue par un milliardaire

Dassault, riche député UDR, ne fait pas beaucoup parler de lui sauf, à l'occasion, pour l'affaire des pots de vin de Hollande. Pourtant, les travailleurs des usines Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation sont en lutte pour satisfaire leurs revendications, notamment salariales : 200 F pour tous, échelle mobile des salaires.

Le 26 novembre, à l'usine d'Argenteuil, les travailleurs votent la grève avec occupation par 110 travailleurs sur 1500. Après les mobilisations de novembre, la grève du 19, le dépôt d'un cahier de revendications le 20, une assemblée générale refuse les propositions du syndicat CGT de poursuivre les débrayages. Pour forcer Dassault à négocier. Une majorité se décide à l'épreuve de force : la grève avec occupation de l'usine, occupation que prennent immédiatement en charge de nombreux jeunes travailleurs combattifs. Les revendications : 1720 F minimum mensuel, 200 F pour tous, une nouvelle grille, un restau d'entreprise, etc.

La direction va tout faire pour isoler et casser la lutte en parlant de « groupe minoritaire occupant l'usine ». Elle assigne deux délégués devant le tribunal de Pontoise pour « un acte illégal (l'occupation !) dans un établissement ayant des fabrications de caractère national », préparant ainsi l'intervention des flics

pour « libérer » l'usine.

Elle crée avec la CGC et la CFT un « Comité de défense pour la liberté du travail à l'usine d'Argenteuil » et tente avec ses complices de rentrer dans l'usine le 27 sous la protection des flics.

Après un flottement de 24 heures, la direction CGT soutient la lutte sur Argenteuil. Mais son attitude est tiède et ambiguë sur les autres entreprises Dassault. Refusant d'appeler à la grève avec occupation, se bornant à des débrayages de quelques heures.

La manifestation du mardi 3 décembre à la sous-préfecture d'Argenteuil en fut le reflet : le député du PCF en tête, Mondargent, le cortège de plusieurs milliers de travailleurs défila dans les rues d'Argenteuil, quelques maigres délégations des entreprises locales étaient présentes, mais la délégation des usines Dassault de Bordeaux, tant attendue par les travailleurs, était absente. C'est par la Taupe Rouge que beaucoup de travailleurs de la zone industrielle d'Argenteuil furent avertis de la grève sur Dassault et des date et lieu de la manif.

Les travailleurs de Dassault se donneront les moyens de faire céder le milliardaire sénile

Dassault peut et doit payer

Le 2 décembre
Correspondant



Faulquemont

LA GREVE S'EST TERMINEE SANS RESULTATS

Les mineurs de Faulquemont ont accepté leur mutation le mardi 26 novembre. Ils ont repris le travail avec un sentiment d'écœurement : 2 mois de grève qui n'ont servi à rien, si ce n'est à de grandes manœuvres publicitaires de divers partis politiques.

Pourtant, les mineurs ont utilisé des actions très dures. Occupation de la direction générale dont ils se sont fait vider par les Brigades spéciales de Metz, occupation pendant deux mois du puit de Faulquemont.

Les femmes des mineurs s'étaient également organisées et, en délégations, elles ont été voir La Gabrielle, le directeur, qui les a reçues pour se moquer d'elles et les envoyer promener.

Le lendemain, lors d'une AG en présence d'un responsable national de la CGT du Sous-Sol, les mineurs ont décidé d'aller voir de nouveau La Gabrielle. Celui-ci leur a dit : « Je n'ai rien à vous dire. Mais si vous avez des propositions à me faire quant à la reprise, je vous écoute ». La riposte fut immédiate. Les mineurs décidèrent que dans ces conditions ils séquestreraient la direction et deux cadres en plus. Au bout d'une heure et demie, La Gabrielle demande l'autorisation aux responsables syndicaux d'aller répondre au téléphone et, bousculant les mineurs, il en profite pour s'échapper. Les deux autres cadres ont alors été relâchés sur décision des responsables syndicaux. C'était vendredi 23.

APTÉS EN FRANCE, INAPTÉS EN ALLEMAGNE !

Le 25, une AG est convoquée. Bruck, le secrétaire général de la CGT mineurs du bassin houiller appelle à la reprise du travail : « Si vous reprenez, vous aurez droit à 1800 F payables immédiatement ». La CFDT répond : « On prend l'argent, mais la grève continue ». L'AG est houleuse. Ecœurés, les mineurs acceptent finalement la reprise : « On n'y restera que 15 jours. Ensuite, on ira travailler dans les mines sarroises ». De l'autre côté de la frontière, les houillères sarroises ne sont en effet qu'à 5 kilomètres de Merlebach. On y propose 3500 F mensuels, le 13^e mois et d'autres avantages...

Une centaine de mineurs signeront donc le contrat d'embauche. Après visite médicale, 97 d'entre eux seront déclarés inaptes à travailler au fond ! Aptés en France, inaptes en Allemagne : de toute évidence, la solidarité patronale a joué au-delà des frontières. Pourquoi cette visite médicale « orientée » ? Simplement parce que si les mineurs de Faulquemont avaient travaillé en Allemagne, c'étaient 300 travailleurs combattifs qui y seraient arrivés avec leurs sections syndicales existantes. Pour compléter le tableau, certains n'hésitent pas à dire que le D.G.B. (syndicat allemand ayant des liens étroits avec FO) a mis également son veto. L'anti-communisme viscéral de

ses dirigeants les conduisant à tout faire pour empêcher l'arrivée d'une section CGT.

UNE CASCADE D'OPERATIONS POLITIQUES

Dès le début du conflit, c'est Ballanger, le président du groupe parlementaire du PCF, qui est venu. Il a tenu une conférence de presse avec l'UDR locale. Vers la fin du conflit, c'est Mitterrand qui est venu tenir un meeting à Faulquemont, alors qu'il ne faut pas oublier que c'est Perussel, secrétaire fédéral du PS, en tant que membre de FO, qui a signé les accords de Forbach en 71, sous la protection des CRS, accords qui prévoyaient la fermeture de Faulquemont en janvier 75.

Puis c'est Messmer qui, dans un journal local, prend position contre la fermeture de Faulquemont, alors que c'est lui, en tant que premier ministre, en recevant les délégués syndicaux, qui avait déclaré qu'il fallait fermer Faulquemont !

ECOEURÉS, MAIS PAS VAINCUS

Ecœurés, fatigués, les mineurs de Faulquemont ont repris le travail. Ce résultat, les directions syndicales qui n'avaient jamais proposé l'extension de la lutte par une grève générale du bassin houiller pour la défense des puits de Faulquemont, en portent une grande part de responsabilité.

Mais pour les gars de Faulquemont, ce n'est qu'une suspension de la grève. La lutte peut continuer.

Le 2 décembre
Correspondant

meeting du GIM à Sarrebrück

Le GIM a tenu son premier meeting à Sarrebrück, meeting partant sur la situation sociale et les grèves en France. Une quarantaine de personnes étaient présentes, un responsable CFDT mineur est intervenu sur la grève des mineurs à Faulquemont et sur la situation du bassin houiller. Un camarade du FCR a fait une intervention sur les grèves aux ptt, à Néogravure... Le débat s'est prolongé très tard. Une collecte pour les postiers a été organisée. Pour une première apparition du GIM en Sarre, ce meeting a été un succès.

er l'émiettement

faite il y a un mois d'un relogement sur deux foyers dans le quartier, la semaine dernière, la police a évacué par la force une quinzaine de locataires, sous prétexte qu'ils étaient « en surnombre ». La riposte doit s'organiser sur le quartier pour éviter que l'acquis de la lutte ne soit remis en cause.

Rue Léon Gomont, dans le 20^e, les travailleurs africains ont chassé le gérant raciste et gèrent eux-mêmes leur foyer depuis trois ans. Ils ont décidé de refuser l'expulsion et le paiement du loyer jusqu'à ce qu'un autre foyer soit construit pour les accueillir.

Enfin, avenue Mathurin Moreau, les travailleurs sont en grève depuis 15 mois. Ils se sont, eux aussi, heurtés pendant un an au mutisme patronal. En octobre l'AFRP (Association des Foyers de la Région Parisienne) a dû accepter de rencontrer le comité de grève. C'était là un premier recul de sa part, mais elle l'avait assorti d'une manœuvre de division : elle proposait en effet d'aller « au-delà » des revendications en offrant un foyer « de luxe » pour 108 d'entre eux... et le trottoir pour les 130 autres ! Ce qui impliquait selon elle l'évacuation d'un étage entier pour commencer les travaux. Mais les travailleurs de Mathurin Moreau savent que de tels travaux ont déjà été effectués dans des foyers en lutte (à Bagnolet par exemple), en évacuant chaque chambre par rotation. Ils refusent toute évacuation, toute expulsion, et exigent que leurs revendications soient satisfaites.

LES FOYERS REMIS EN QUESTION

A Boulogne Billancourt, au 100 rue de Bellevue, c'est contre une menace d'expulsion d'un hôtel meublé dont le terrain a été racheté par la COGEDIM, que 90 travailleurs (dont 45 de Renault) et des retraités, à majorité immigrés sont entrés en lutte depuis le 1^{er} août.

Des revendications claires : « Pas de foyers-casernes, pas d'hospices », « relogement pour tous près du lieu de travail », « loyers correspondant aux revenus ». Un instrument de lutte efficace : le comité de locataires. Et pour la populariser dans la ville : le comité de soutien, composé de

militants syndicaux et politiques, de gauche et d'extrême-gauche.

20.000 tracts distribués, plus de 1500 signatures contre l'expulsion, des journées « portes ouvertes » pour développer l'information. Les locataires — qui ont obtenu de plus le soutien du PC et du PS — ne sont pas seuls. Ce qui est remarquable dans leur lutte, c'est que leur combativité les a amenés à refuser les foyers. Refus de payer pour qu'on les entasse dans des conditions insalubres ; refus d'être encasernés avec un garde-chiourme à la clé, à des kilomètres de leur lieu de travail.

Aujourd'hui, toutefois, le refus du foyer n'est pas une revendication reprise massivement, parce que le foyer est vécu malgré tout par la masse des travailleurs immigrés comme un lieu de reconstitution d'une « communauté, source entre autres, de sécurité, cadre de culture, de loisir et d'entraide » comme l'explique le Comité de grève de Mathurin Moreau.

VERS LA CENTRALISATION DES FOYERS EN LUTTE

Il y a près d'une dizaine de foyers en grève aujourd'hui (Maurice Noubman, impasse Léotard, Mathurin Moreau, Rue de Charonne, rue des Mayeps, Drancy, rue Linel à St-Denis, Rue de la Croix-Nivert, Léon Gomont, Chevaleret, etc...). Le besoin de centralisation est aujourd'hui massivement ressenti. Au

meeting de soutien à Mathurin Moreau, des représentants de plusieurs foyers ont échangé les informations et les expériences acquises au cours de leurs luttes. Ils ont mis sur pied une coordination.

VERS UNE PLATE-FORME UNIQUE

Au-delà des différences de situations locales, ce sont les mêmes problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs. Aussi est-il possible de déboucher sur l'élaboration d'une plate-forme revendicative commune pour tous les foyers qui réclame :

— un logement décent (effectifs, installations sanitaires, accès au téléphone)

— la suppression de tout règlement intérieur répressif

— le droit d'expression culturelle (salles de réunion, lieu de prière, salles d'alphabétisation)

— le droit d'expression et d'organisation (affichage, réunion, reconnaissance du comité de locataires composé de délégués de chaque chambre).

Le développement massif de luttes coordonnées sur cette plate-forme peut permettre de déboucher à terme sur l'organisation d'une mobilisation centrale massive sur les conditions de logement des immigrés, réalisant la jonction entre travailleurs arabes et africains victimes de la même exploitation ; elle peut permettre une remise en cause des conditions de

logement faites aux travailleurs immigrés et aux travailleurs français.

UN SOUTIEN MILITANT

Les comités de soutien sont l'instrument privilégié d'information et de mobilisation sur ces luttes. Le Comité de Soutien à Mathurin Moreau par exemple a élaboré un dossier complet qui relate en détail les conditions dans le foyer, les revendications, l'historique de la lutte et la façon dont elle est organisée... c'est une arme non seulement sur le plan local, mais aussi pour organiser l'information dans les sections syndicales d'entreprise et préparer des initiatives de solidarité.

Les travailleurs immigrés sont partie intégrante de la classe ouvrière. Leurs luttes doivent être l'affaire de tous les travailleurs.

LEON GOMONT : DES ANNEES DE LUTTE

● Août 1968 : ouverture du foyer
● Juin 1971 : début de la grève des foyers ; plainte déposée contre la CAMA ; boycott de l'épicerie-cantine de la CAMA.

● septembre 1971 : délégation à la mairie du 20^e.

● 16 octobre 1971 : devant le refus du nouveau gérant, le colonel Demize, d'allumer le chauffage, les locataires fracturent les portes des chaufferies et mettent en route eux-mêmes le chauffage.

● Novembre 1971 : la CAMA essaie de faire expulser de France les délégués les plus actifs.

● 13 décembre 1971 : lettre de l'administration judiciaire réclamant les arriérés sous peine d'expulsion. Une nouvelle revendication est avancée : celle du relogement.

● 9 janvier 1972 : première délégation à Bobigny.

● 12 février 1972 : première conférence de presse tenue dans le foyer.

● juillet 1973 : 2^e et 3^e délégations à Bobigny

● 27 juillet 1973 : meeting de soutien à la grève dans une salle prêtée par la Municipalité de Montrouil.

● 15 décembre 1973 : délégation massive de 150 locataires à Bobigny.

● 9 juillet 1974 : deuxième conférence de presse.



interview

aubervilliers

ON N'EST PAS DES ANIMAUX !

Le quartier du canal, à Aubervilliers, c'est les usines, les entrepôts. C'est là aussi qu'on a choisi de bâtir le foyer des travailleurs immigrés. Pour ne pas les dépayser : de l'usine-bagne au foyer-caserne.

Depuis 15 jours, ils se sont mis en grève du loyer. Les camarades de Rouge venus leur apporter leur soutien, leur ont demandé les raisons de cette grève.

● Pourquoi cette grève a-t-elle éclaté ?

Sous prétexte de frais d'électricité ou de peinture, l'AFTAM (foyer d'accueil des travailleurs migrants) a décidé de faire passer les loyers de 90 F à 120 F, par résident. Mais comme il y a en moyenne 6 personnes par chambre, cela ferait passer la location de la chambre de 540 F à 660 F. Et pourtant, il n'y a aucune amélioration. Alors, on a dit : Non !

● Justement, quelles sont vos conditions d'hébergement ?

Il y a soit 6 camarades dans une chambre de 4 m sur 3 m, soit 4 dans une chambre encore plus petite : on est les uns sur les autres. Pour manger, on se fait sa nourriture soi-même, il y a un grand réfectoire, plein de courants d'air, lugubre. Tout manque. On veut augmenter nos loyers, mais rien n'est fait pour réparer ou remplacer le matériel défectueux.

● Par exemple ?

Dans le réfectoire, il n'y a pas assez de chaises et de tables, ou elles sont cassées. Dans les lavabos, on est obligé de se raser sans miroir, parce que ceux qui ont été brisés n'ont pas été remplacés. Encore mieux : en mars dernier, dans la chambre 12 du bâtiment A, il y avait des infiltrations d'eau. La direction a donc dit aux gars qui habitaient là d'aller dormir dans la salle de télé. 9 mois après, ça n'a toujours pas été réparé. Et les copains continuent de payer leur loyer quand même.

● Comment avez-vous décidé le mouvement ?

Quand la direction a annoncé son intention d'augmenter les loyers, tout le monde a refusé. Il y a 345 gars dans le bâtiment A et 372 dans le bâtiment B. On s'est réunis en assemblée générale et on a décidé de refuser l'augmentation. Nous ne sommes pas seuls puisque les résidents d'autres foyers de

l'AFTAM (Sevrans, Montrouil, Aulnay) ont adopté la même position. On garde le contact par téléphone.

● Quelles sont vos revendications ? Nous savons bien que la direction profite de nous parce que ses bénéficiaires sont plus importants qu'avec des travailleurs français. Elle se sent d'ailleurs renforcée par les mesures racistes sur l'immigration du gouvernement et de son ministre Dijoud. Si l'AFTAM n'apporte aucune amélioration, nous ne paierons pas plus de 90 F.

Pour un loyer de 110 F, nous exigeons :

— la réparation et l'entretien du matériel et des locaux, l'amélioration du foyer, par exemple en posant un interphone à chaque étage (actuellement, si on est appelé au téléphone, on ne vient pas nous chercher ;

— pas plus de 2 ou 3 résidents par chambre. Nous en avons assez d'être considérés comme des animaux qu'on entasse dans des foyers surpeuplés.

Il faut dire aux gens comment nous vivons, dénoncer les conditions d'existence qu'on nous impose afin que tous les travailleurs soutiennent notre mouvement.

SOLIDARITE !





Lespinasse

PREPARER LA DEUXIEME MANCHE

Après une mobilisation importante, le mouvement de grève est en train de se terminer au plan national. Quelques hôpitaux continuent seuls la grève : Henri Mondor (où la lutte se renforce), Ambroise Paré, Chennait et Marseille (où les élèves infirmières sont entrées massivement en grève pour le statut de travailleurs en formation).

On peut dire que globalement la combativité a été gaspillée par manque de perspectives claires nationales et par manque de coordination entre les hôpitaux. Mais dans cette vague de grève, la plus importante depuis 68, tout un potentiel d'insolence ouvrière et de détermination s'est manifesté ; Les travailleurs ont fait l'expérience de formes luttes efficaces et unifiantes. C'est de là qu'il faudra partir pour les prochaines luttes qui ne tarderont pas à se développer.

Le moment est venu de tirer le premier bilan : sur le plan national (salaires, effectifs, auxiliaires), rien n'a été obtenu. Mais sur le plan local, les directions ont du parfois lâcher des concessions : demi-heure de repas dans le temps de travail à Auxerre ; amélioration de la prise de service, voyage payé progressivement pour les travailleurs des TOM-DOM tous les cinq ans ; un dimanche sur deux de repos à Paris. C'est peu de chose, mais ce sont des revendications sur lesquelles l'administration était restée sourde auparavant.

Aussi, le sentiment qui domine aujourd'hui, c'est celui de n'être pas allé assez loin ; de n'avoir pas frappé assez fort dans la lutte. Les luttes prochaines, il faudra agir pour leur généralisation, leur coordination (comme à Saint-Germain-en Laye) pour les formes de luttes les plus efficaces comme la grève administrative, et la réduction des cadences.

Les journées des 12 et 13 décembre ne doivent être ni un enterrement définitif, ni des journées d'action traditionnelles, mais l'occasion pour les travailleurs des hôpitaux de faire le point ensemble, et de discuter sur la meilleure façon de préparer la seconde manche.

Hôpital psychiatrique de Maison Blanche : SOLIDARITE MALADES INFIRMIERS

■ Trop longtemps contenu dans cet hôpital connu pour sa faible combativité, le ras-le-bol des infirmiers a explosé : des AG quotidiennes, une participation massive aux manifestations du 13 et du 19, une remise en cause de la hiérarchie médicale et des tâches de gardiennage.

Dès le début de cette lutte, quelques malades les ont soutenus, en avançant en même temps des revendications propres (meilleure nourriture), salle de réunion non contrôlée par la hiérarchie médicale, refus des lois répressives sur les internements). Ces hospitalisés (travailleurs pour la plupart, dont certains immigrés) sont exploités par l'ergothérapie, par les trusts pharmaceutiques et par les médecins qui font des bénéfices sur les expérimentations de médicaments.

Mais la direction de la CGT n'a pas hésité à dénoncer leur action par tracts publics en criant au sabotage, à l'irresponsabilité et aux manœuvres de division pour rompre l'unité enfin réalisée avec les cadres (dont l'un s'est d'ailleurs illustré l'an passé à Aubervilliers en licenciant des psychologues non conformistes).

Encouragée par cette attitude scandaleuse, l'administration a répondu par la

répression :

— côté malades : isolement, augmentation des doses de neuroleptiques, menaces de transfert ;

— côté personnel : menaces de licenciements d'élèves, changements de service et une circulaire interdisant tout rapport autre que « thérapeutique » (faire des piqûres, donner des gouttes, garder, ramasser la merde) avec les malades.

Cette lutte est une des premières mobilisations collectives d'hospitalisés. Lutte difficile qui se heurte au savoir psychiatrique qui traduit toute opposition en termes de « maladie » ou de « symptôme ». D'autant plus difficile que les traitements (neuroleptiques) ont pour effet de ralentir l'activité physique et mentale (tremblements, ralentissement de la pensée, troubles de la parole).

Il importe de la faire connaître largement aussi bien des infirmiers que des malades, pour préparer de nouveaux assauts contre l'ordre asilaire sur la base d'une solidarité de classe. C'est l'une des tâches que se fixent, entre autres, des comités « gardes-fous » et d'autres comités du même type.

Le 2 décembre
Correspondant

Hôpital de St Germain : UNE COORDINATION DES LUTTES SUR LES YVELINES

■ La lutte est partie le 13 novembre sur des revendications communes à toute la Fonction publique : 1700 F. minimum, 200 F. pour tous, augmentation des effectifs, titularisation des auxiliaires. La première semaine, ce furent des débrayages partiels, des assemblées générales par service, pour établir des revendications locales et départementales. Paiement des 13 heures supplémentaires de l'AP, cinquième semaine de congés, ouverture d'une crèche gratuite fonctionnant 24 heures sur 24.

Le 18 novembre fut décidée en assemblée générale la grève active avec soins gratuits (examens et consultations). Les services généraux sont en grève totale. Seule la sécurité des malades est assurée. Au lendemain de la journée du 19, eut lieu une manifestation très combattive contre la préfecture, où plus de 400 hospitaliers du département scandaient : « Giscard, tu céderas, sinon, tu partiras ».

La grève, reconduite chaque jour en assemblée générale s'est donnée une direc-

tion démocratique : un comité de grève de 26 travailleurs, responsables et révocables devant l'assemblée générale, dans lequel se trouvent des camarades du FCR, du PC et des travailleurs sans appartenance politique. Quatre commissions ont été mises en place : popularisation, coordination avec les autres hôpitaux et entreprises de la région, crèche et soutien financier.

Une coordination des hospitaliers et des travailleurs sociaux a été mise en place sur les Yvelines pour faire aboutir les revendications qui dépendent de la préfecture. Mais nous savons que c'est insuffisant.

C'est pourquoi une lettre, votée à l'unanimité en assemblée générale, a été adressée par le Comité de grève aux directions fédérales CGT et CFDT pour réclamer dans des délais rapides une coordination nationale des hôpitaux en lutte.

Le 3 décembre 1974
Correspondant

Henri Mondor : GREVE ADMINISTRATIVE, SOINS GRATUITS

■ A l'hôpital, l'activité est des plus réduites. Seules les urgences et la sécurité des malades sont assurées. Dans le hall tapissé d'affiches, un piquet de grève informe en permanence le public. Au bloc opératoire, la majorité du personnel est en grève. Les chirurgiens qui veulent tout faire passer en urgence pour casser la lutte sont obligés de descendre eux-mêmes les malades. Les cadences s'en ressentent... Devant la détermination des grévistes, certains chefs de clinique et assistants, les internes et les externes ont signé une motion s'engageant à ne pas briser la grève et reconnaissant le bien fondé des revendications. A son tour, la cuisine (75 % de syndiqués à F.O.) s'est spontanément mise en grève n'acceptant de nourrir que les malades.

La lutte qui dure depuis le 5 novembre, s'est engagée sur le pouvoir d'achat (1700 F, 200 F), sur les conditions de travail (insuffisance criante de personnel, cadences épuisantes), sur les revendications spécifiques des travailleurs des TOM-DOM

(voyage payé tous les deux ans) et contre la privatisation.

Il faut dire que dans ce domaine, l'administration a mis les bouchées doubles dans la région : à Mondor le nettoyage, la chaufferie sont cédés au privé. Mais la privatisation prend aussi un autre aspect : l'attribution de « lits privés » aux patrons dans les hôpitaux publics. Résultat : à Mondor, par exemple, il y a deux médecines : celle des riches (une infirmière pour 8 malades) et celle des pauvres (une infirmière pour 35 malades), le tout dans un hôpital construit avec l'argent de la Sécurité Sociale, c'est-à-dire en définitive l'argent des travailleurs ! Mieux : les honoraires des lits privés sont « libres » : le patron encaisse 4 à 10 fois plus que le prix de journée normal, sans payer un centime d'impôt, car le malade paie en espèces...!

Autant de raisons de lutter. Autant de raisons qui expliquent la combativité des travailleurs de Mondor qui continuent à reconduire la grève toutes les 48 heures en Assemblée Générale.

Correspondant, le 2 décembre

AMBROISE PARE

■ Depuis le 19 novembre grève très active. Un comité de grève a été élu en AG, la CGT et la CFDT y participent. Très vite nous avons réalisé la grève administrative et la réduction du travail. Plusieurs manifestations locales ont eu lieu pour populariser notre lutte et réclamer des logements à proximité. Un sit-in de 300 personnes s'est tenu jeudi dernier pour imposer la participation du comité de grève aux manifestations locales. L'assemblée générale a voté une adresse

aux fédérations CGT et CFDT exigeant une lutte nationale et coordonnée. Il faut noter les manœuvres de division du PCF : celui-ci a distribué un tract condamnant « les grèves gauchistes aventuristes, jusqu'à plus soif ». Ce tract a été désavoué en assemblée du personnel, y compris par la CGT.

La grève continue et se durcit même : pour demain des travailleurs ont proposé que les lits vides actuellement soient descendus dans la cour, et cela pour bloquer complètement les admissions. La lutte continue ! 4/12. Correspondant

ATTENTION ECOLE

Aujourd'hui, Haby et son compère Soisson, hier Fontanet, avant-hier Faure. L'offensive de la bourgeoisie en direction de l'école ne faiblit pas. Le patronat veut se soumettre un système de formation en crise, une institution scolaire qui coûte cher et remplit mal ses fonctions : aider à la reproduction de la division du travail, des rapports de production, de la division de la société en classes ; fournir une main-d'oeuvre aux niveaux de qualification requis par les impératifs de la production capitaliste ; diffuser l'idéologie bourgeoise pour ainsi légitimer l'organisation capitaliste du travail et faire accepter au futur travailleur les rapports d'exploitation.

Nécessité par les besoins nouveaux du capitalisme en personnel qualifié et favorisée par la demande de formation de couches qui voyaient en l'école un moyen d'ascension sociale, l'explosion scolaire des années 50 a ouvert largement les portes du secondaire et du supérieur aux enfants de la petite-bourgeoisie et, dans une moindre, à ceux de la classe ouvrière. Mais cet afflux massif, changeant la fonction d'une école hier réservée à l'élite privilégiée est entré en contradiction avec une institution scolaire inchangée. Immuable dans un contexte économique et social en profond changement, l'école bourgeoise est donc de plus en plus inadaptée.

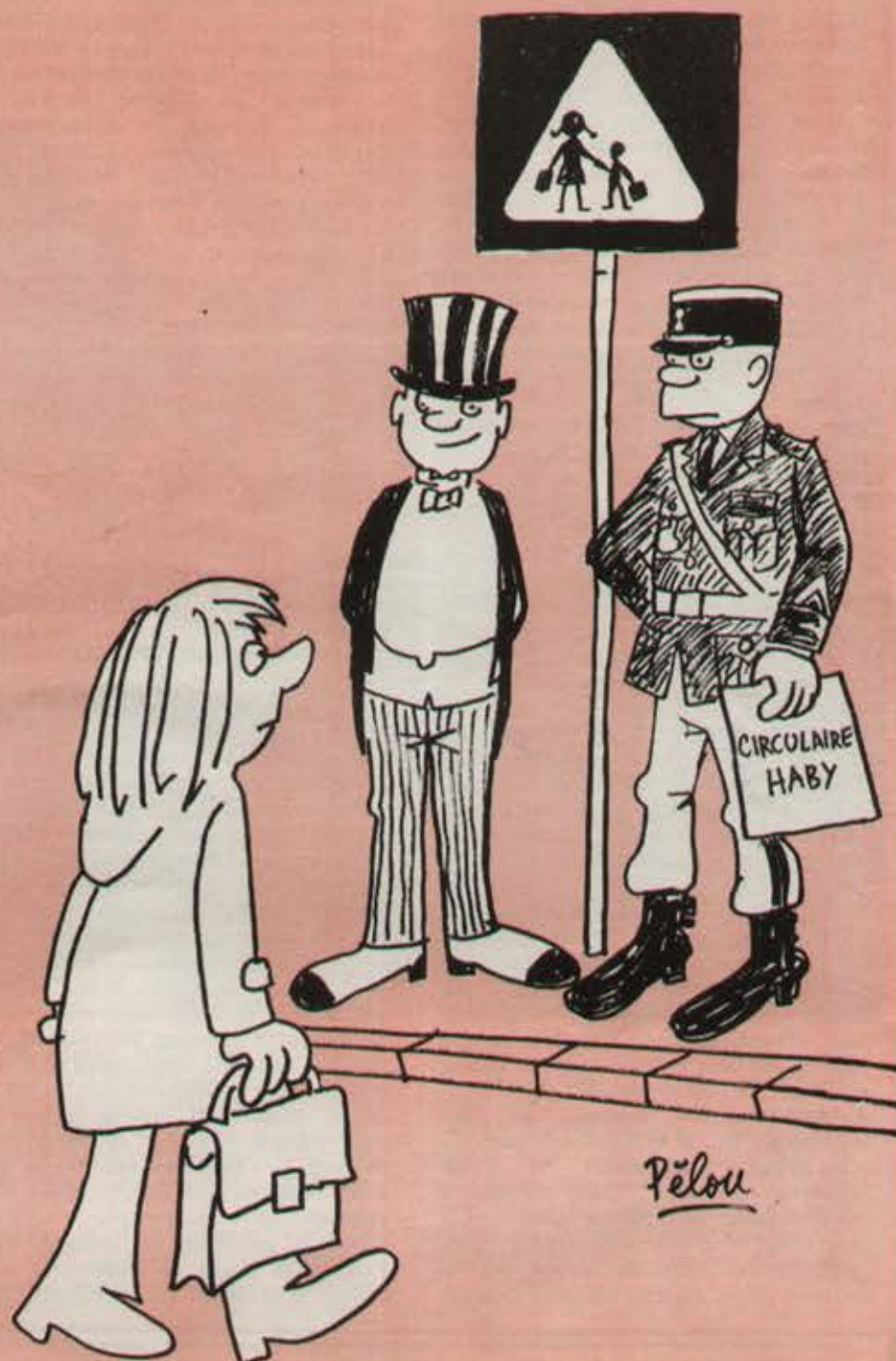
Aucune réforme d'ensemble du système de formation n'a pu être totalement appliquée. Néanmoins, des « plis » ont été pris, particulièrement par le renforcement de la sélection dans le secondaire et des victoires partielles ont été remportées par la bourgeoisie : ainsi à l'université où la concurrentialité entre facultés, le système des unités de valeur, le développement de l'enseignement technique supérieur des IUT, la division entre universités de « masse » et universités « d'élite », ont profondément atomisé le milieu étudiant et accentué la mainmise du patronat, directement présent dans les conseils d'administration, surtout dans le domaine de l'apprentissage avec la loi Royer qui jette à la production les enfants dès 14 ans et la « formation permanente » qui instaure une formation parallèle, hors de l'Education nationale, et « maison », c'est-à-dire directement liée aux impératifs patronaux.

Mais pour la bourgeoisie le gros du travail reste à faire. Les troubles-fêtes sont à l'oeuvre : la radicalisation constante de la jeunesse scolarisée, illustrée par les mouvements de 1973 (loi Debré) et 1974 (réforme Fontanet), jetant pour la première fois dans la rue les collégiens de l'enseignement technique (CET), est l'élément déterminant de l'échec de ses tentatives. La bataille ainsi engagée dans l'arène scolaire est, pour le mouvement ouvrier, d'un enjeu de premier ordre. En effet si la classe dominante parvient à imposer ses plans et à résorber la crise du système de formation, un pas considérable aura été fait dans le sens d'un renforcement de l'appareil d'Etat bourgeois. A l'inverse, si par leurs luttes la jeunesse scolarisée et les enseignants parviennent à dénaturer les réformes, à bloquer les mesures les plus réactionnaires, à retourner l'institution contre la société capitaliste, alors s'élargira la brèche qu'est aujourd'hui l'Ecole dans le dispositif bourgeois de domination.

Pour gagner cette bataille, l'unité dans la mobilisation des différentes composantes de la jeunesse scolarisée et des enseignants autour de mots d'ordre clairs, de plate-forme précises est déterminante, ainsi que la construction du rapport de forces, nécessaire pour faire reculer le pouvoir, par la jonction au mouvement ouvrier et à ses luttes. C'est ce qui fit essentiellement défaut, particulièrement dans la mobilisation lycéenne, lors de la première riposte que fut le mouvement Fontanet de mars dernier.

Ce dossier fournit un premier matériel pour avancer en ce sens : il présente d'une part le projet de réforme Haby du secondaire et le projet Lesur de renforcement de la sélection sociale dès la maternelle, d'autre part l'axe d'une première riposte lycéenne à Haby.

Le 4 déc. 1974



HABY ET LE SECONDAIRE

Les trois constantes des réformes scolaires sont connues : rentabiliser l'Education nationale (aggravation des conditions de travail, développement de l'auxiliaire, restrictions de crédits) ; réduire la population scolaire en abaissant l'âge de la scolarité obligatoire (loi Royer, développement de l'enseignement technique court, notion de « savoir minimum ») ; battre en brèche la relative autonomie de l'Institution scolaire (mainmise du patronat, insertion de la formation dans le système de production, démantèlement de l'Education « nationale »).

HABY, LE SEDUCTEUR

Haby se plie à ces règles. Mais, à la différence de Fontanet, il n'attaque pas de front. Plus subtilement, il s'appuie sur les réalités actuelles du système de formation pour y accentuer les facteurs de sélection et de rentabilisation. Surtout il tente une double opération de séduction : d'abord en essayant de faire éclater le front plutôt unanime qui s'était opposé au projet Fontanet, en multipliant les facteurs de décision entre parents, enseignants et élèves, et parmi chacune de ces catégories ; ensuite en tentant de neutraliser la jeunesse lycéenne en l'enserrant dans les mailles d'une participation new-look. Illustrent cette opération : la généralisation de l'enseignement optionnel pour certaines matières, favorisant une auto-sélection ; la multiplication des groupes de niveau, supprimant le traumatisme des redoublements pour mieux masquer la sélection sociale ; le nouveau statut de la Terminale, au style

universitaire plus séduisant, barrière efficace à l'entrée en faculté ; enfin l'utilisation de la loi sur la majorité à 18 ans pour relancer la participation.

LES QUATRE INNOVATIONS

Une description du projet de réforme du secondaire peut être ébauchée à partir de sa base de départ : un rapport confidentiel rédigé fin 1971 par Haby soi-même et destiné à Pompidou et qui, selon le SNES, est le document de travail du Ministère :
1. Institutionnalisation des paliers d'abandon « naturels » du système : le secondaire est découpé en trois phases (6^e-5^e / 4^e-3^e / 2^e-1^e), formant chacune un tout cohérent ; et au bout desquelles est organisé un « flux de sortie » : fin de la 5^e vers l'apprentissage avec la loi Royer ; fin de la 3^e avec le BEPC verrou qui a commencé à fonctionner pour la première fois en 1973-74 avec une diminution des entrées dans le second cycle long ; fin de la 1^e avec un examen qui serait l'équivalent du bac actuel. Au sein de chacune de ces phases est organisé le développement de l'enseignement optionnel, qui peut permettre de délaissier certaines matières (en 2^e, 1^e hors des maths, du français et des langues, tous les enseignements seraient optionnels) ; et également la répartition des élèves en « voies pédagogiques différenciées » (groupes de niveau ou « classes homogènes ») où joue à plein, mais voilée par l'évolution du lycée « à son propre rythme », la sélection sociale.

→
suite page 10

2. Raccourcissement de la scolarité: Haby utilise à plein la loi Royer pour organiser un départ très important vers le monde du travail dès la fin de la 5^e. Le caractère social de cette sélection est limpide: «Après le départ, en fin de première phase, d'un flux d'élèves de 14-15 ans se dirigeant vers une formation professionnelle, l'homogénéité scolaire plus grande de la population scolaire en deuxième phase permettra de réduire à deux le nombre de voies pédagogiques» (Rapport Haby). La voie pédagogique supprimée est celle des «plus faibles». Or, les filières actuelles du premier cycle, les 6^e III et 5^e III sont pour 80% composées de fils d'ouvriers et d'employés. Par ailleurs, en déplaçant le bac en fin de première, Haby isole la terminale du second degré et accentue le «flux de sortie» à la fin de la première où se situe déjà le taux d'abandon le plus fort du second cycle.

3. Barrage à l'entrée en faculté: le point d'achoppement essentiel des précédentes réformes était l'établissement d'un **verrou décisif à l'entrée en faculté**, condition à toute transformation profonde de l'enseignement supérieur. L'orientation et la sélection en fonction des besoins du patronat ne devrait plus intervenir dans le premier cycle du supérieur, mais directement avant l'entrée en faculté. «Véritables enceintes d'orientation» selon les parlementaires Républicains-Indépendants (journées d'études des 17-18 septembre), les classes terminales devraient jouer ce rôle. Propédeutiques à bon marché, puisqu'assurées dans les lycées par des professeurs du secondaire, l'ensemble des disciplines y seraient optionnelles. La sélection sera moins autoritaire mais tout aussi efficace: telle note dans telle matière étant exigée pour rentrer dans telle faculté spécialisée et concurrentielle.

4. Adaptation des contenus de l'enseignement: par la division des cours en «disciplines spécialisées» et «l'information culturelle». Haby propose la marginalisation de certaines matières et la généralisation d'une vulgarisation conforme à la formation exigée par le patronat. Ainsi, les trois premiers objectifs

de l'«information culturelle» en «sciences humaines, économiques et sociales» qui, selon le rapport Haby doit «inspirer une vision du monde», sont: «Initiation à certaines réalités de la vie quotidienne (ex: la banque, la Sécurité Sociale, les impôts...); formation du consommateur; formation professionnelle». Autre exemple: l'Histoire, matière délicate, serait réduite à portion congrue le thème «la révolution et l'empire» formerait un tout qui représenterait 1/39^e du programme d'information culturelle en première phase (5^e-6^e), puis 1/30^e de ce programme en classe de 4^e, puis 1/58^e de l'histoire des civilisations et œuvres littéraires en seconde, et enfin 1/60^e de «l'histoire des civilisations et œuvres philosophiques» en première.

DROIT POUR TOUS A UNE FORMATION POLYVALENTE !

La réalité de l'école est fondamentalement déterminée par la réalité de la division capitaliste du travail, par la domination de la bourgeoisie, maîtresse de l'appareil d'Etat. Il ne peut donc s'agir, pour riposter à la réforme Haby, de «démocratiser» l'école, dans le cadre de l'ordre existant, ni de défendre le statu quo et l'école actuelle. En luttant contre toute aggravation des conséquences de la politique du pouvoir à l'école, il s'agit de retourner l'institution scolaire contre la société capitaliste, d'élargir cette brèche qu'est la crise de l'institution scolaire dans la domination bourgeoise. Nous luttons pour le **droit pour tous à une formation polyvalente**, assurant une réelle culture générale et le recyclage professionnel. Cela signifie: **combattre l'aggravation de la sélection** (contre le nouveau barrage du bac à la fin de la première, contre la terminale plate-forme de sélection); **refuser le démantèlement de l'Education nationale au profit d'une formation spécialisée contrôlée par le patronat** (contre les contenus «adaptés», contre la formation en miettes); **exiger l'emploi au niveau de qualification acquis** (contre le chômage des diplômés).

REPONSE A HABY

Les conséquences dans les lycées de la loi sur la majorité à 18 ans illustrent les contradictions de la politique du régime à l'école. Dans la logique des projets de réforme, qui tentent de résoudre au profit du patronat la crise du système de formation, l'abaissement de l'âge de la majorité devait permettre d'atteindre deux objectifs: **neutraliser la jeunesse lycéenne**, en favorisant une relance de la participation autour du statut plus libéral de ces grands élèves, destinés à devenir les représentants de leurs cadets; **favoriser la transformation de la classe terminale en nouvelle «propédeutique»**, puisque le baccalauréat étant reporté en fin de première, la dernière année dans les lycées deviendrait, à l'aide de l'enseignement optionnel, une plate-forme d'orientation et de sélection, véritable barrage à l'entrée en faculté.

HABY, EMPETRE DANS LES CONTRADICTIONS

Ce projet s'est heurté à deux obstacles: **l'électorat conservateur** de Giscard, effrayé par l'introduction de la politique au lycée, la modification des rapports entre élèves et administrations, et la perte d'autorité de la famille; surtout **l'institution scolaire elle-même**, carcan répressif dont la fonction d'embrigadement doit être sauvegardée.

La «circulaire Haby» est donc l'illustration de ces contradictions: elle tranche dans le sens le plus conservateur; elle rassure les parents d'élèves réactionnaires; elle affirme que la majorité à 18 ans n'introduit aucun changement, que l'élève n'est majeur que s'il le demande et s'il en a les moyens financiers! cette circulaire **illégale** au regard de la loi bourgeoise, puisque restreignant les libertés d'individus ayant légalement les mêmes droits que tout «citoyen», ne pouvait passer inaperçue parmi les lycéens. Un article du quotidien «Le Monde» (8 novembre 74) s'en fit l'écho. Et Haby riposta par une «Lettre ouverte aux lycéens» (Le Monde, 16 nov. 74).

NEUTRES VOS LYCEES, HABY ?

«Je ne suis ni traître, ni faible: j'ai à vous parler». Le ton est patelin, mièvre, gêné. C'est celui d'un régime en crise, mal assuré. C'est la voix d'un ministre inquiet, essayant de prévenir de nouvelles mobilisations lycéennes à

grand renfort de paternalisme. Haby n'innove pas. Il tait prudemment son **chantage financier** aux élèves majeurs et réaffirme «le rôle fondamental des familles dans l'éducation». Surtout, il s'empare des plus traditionnels tremolos ministériels sur la **neutralité de l'école**, qui ne serait pas «le lieu de combat des partis et des propagandes idéologiques».

Neutre, votre école, Haby? Neutre l'école de sélection sociale où 73,2% des fils d'ouvriers, quand ils en sortent, se retrouvent ouvriers (pour 63,9%) ou employés (pour 9,3%), alors que 55,5% des fils de patrons commencent leur carrière comme patrons ou cadres? Neutre votre école? vous n'y croyez pas vous-même, puisque vous écriviez dans le Figaro du 21 août 1974: «les démons de l'égoïsme, de l'intolérance, de la violence, de l'auto-destruction sont plus proches de nous que jamais: l'école doit abandonner dans ce domaine toute fausse neutralité et se vouloir résolument éducatrice». Qu'est-ce à dire, sinon que le contenu de l'enseignement doit être adapté à l'ordre moral version Giscard, doit intégrer les jeunes à la société telle qu'elle est et non les pousser à la remettre en cause? Neutre cet enseignement technique des CPPN (Classes pré-professionnelles de niveau) et des CPA (classes préparatoires à l'apprentissage), contrôlé par le patronat, pour lequel le rapport d'un inspecteur général (un dénommé Brassart) suggérait: «On entraînera nos élèves en éducation physique à certains travaux, on leur apprendra à soulever et à porter des objets lourds et aussi, tout simplement à se tenir debout sans fatigue excessive» (cité dans le mensuel de l'Ecole Emancipée — Fév 1974).

Cette école, vous voulez la préserver des «tracts simplistes et provocants», de l'«endoctrinement» et de la «manipulation», pour mieux y faire votre politique, pour mieux diffuser l'idéologie de votre classe: la bourgeoisie. Cet endoctrinement officiel prendra même, selon votre lettre, la forme d'une «information politique au sens grec du terme», bref «objective». Objectivité dont vous donnez la mesure dans un rapport confidentiel de décembre 71, qui, selon le SNES, devrait servir de base à la prochaine réforme, et où vous proposez le regroupement de certaines matières sous la rubrique «information culturelle» dont les trois premiers objectifs seraient: «Initiation à certaines réalités de la vie quotidienne





(ex : la banque, la sécurité sociale, les impôts) ; formation du consommateur ; formation professionnelle ».

On ne saurait être plus clair. Ces buts de l'école bourgeoise, vous ne pouvez vous empêcher de les réaffirmer dans votre lettre en écrivant : « Devenir adulte par contact avec les adultes : c'est peut-être la définition de l'éducation. Elle implique (...) des contraintes collectives raisonnées (!) et un mûrissement personnel qui (...) est d'abord un entraînement à l'effort volontaire et au contrôle de soi ». Bref, que les jeunes soient à l'image de leurs pères et tels que vous les désirez : disciplinés, soumis, « maîtres d'eux mêmes ». Cela c'est votre politique ; c'est elle que vous défendez quand vous réprimez enseignants et élèves, quand vous interdisez liberté d'expression, meetings et discussions politiques dans les lycées ; c'est votre école de classe que vous préservez ainsi, instrument de sélection sociale et de dressage idéologique. Contre cette politique là, il est juste que les lycéens prennent le droit de faire la leur.

UN ZESTE DE PARTICIPATION

La lettre de Haby n'est donc pas novatrice. Simplement, elle annonce les propositions de relance de la participation, qui seront précisées par la suite. Il s'agit de commissions académiques qui feront jusqu'en février l'inventaire des problèmes soulevés dans les lycées par la majorité à 18 ans. La grande novation ministérielle est que ces commissions seront paritaires : sur leur 24 membres, la moitié sera faite de lycéens. Mais Haby aime le ridicule et, soucieux d'illustrer sa démocratie, il décide que les 12 lycéens seront tirés au sort parmi les délégués des classes terminales de toute l'académie, majeurs ou devant le devenir dans l'année. Bien évidemment, les 5 représentants de l'administration seront nommés par le recteur, puisque l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, alors que les 3 représentants du corps enseignant seront également tirés au sort.

Le Front Communiste Révolutionnaire et les cercles rouges lycéens appellent les lycéens à boycotter ces commissions. Les conséquences de la majorité à 18 ans concernent les droits de tous les lycéens. Elles doivent être discutées par les lycéens eux-mêmes, lycée par lycée, dans les structures qu'ils se sont données, où ils élabo-

reront leurs revendications sur ces questions. Nous refusons, comme l'UNCAL et les Jeunesses Communistes, de nous battre prioritairement pour l'élection des représentants lycéens à ces commissions. Les structures de participation — les conseils d'administration hier, les commissions sur la majorité aujourd'hui — ont pour but d'intégrer la jeunesse lycéenne, de faire accepter aux lycéens la gestion de l'école par les patrons, d'une école qui, par nature, est au service de la classe dominante. Nous refusons le ton respectueux de la réponse du président de l'UNCAL, Frédéric Petit, à Haby (le Quotidien de Paris, 22 novembre 74) où, précédant un remarquable « Recevez, M. le ministre, l'assurance de notre parfaite considération », il est dit de la politique au lycée : « comme si la question était là ». Oui, la question est là : nous réclamons et prenons le droit de « faire de la politique » dans les lycées. Et le problème n'est pas de « rencontrer » Haby, de « démocratiser la participation » mais de dire comment, concrètement, dans la mobilisation des lycéens eux-mêmes, il sera possible d'imposer nos droits.

NOUS REPONDONS DANS LA LUTTE

Il faut s'engouffrer dans la brèche ouverte dans l'institution scolaire par les conséquences de la loi sur la majorité à 18 ans. Il faut utiliser les contradictions de la politique du régime pour imposer les libertés politiques dans les lycées, pour combattre l'ordre moral, pour mettre à mal le « lycéecaserne ». Cette lutte doit s'appuyer sur des comités de mobilisation, qui, dans chaque lycée, dénonceront l'opération Haby, ridiculiseront ses commissions académiques, élaboreront leurs revendications et se battront pour les imposer à l'administration.

Lutter pour les libertés dans les lycées, c'est avancer, en les précisant, établissement par établissement, les revendications suivantes :

1. **Non à la répression !** Abrogation des circulaires répressives dans les faits (circulaire Guichard de 1971 sur la répression des grèves, circulaires Fontanet de 1973 sur les pouvoirs discrétionnaires des proviseurs). Abrogation de la circulaire Haby ! Refus des sanctions et exclusions !

2. **Liberté d'expression !** Liberté totale d'expression politique, culturelle, pédagogique pour tous les lycéens !

Droit de réunion, d'information, de lecture, de diffusion dans les établissements scolaires ! Non à la main-mise de l'administration sur les foyers, les ciné-clubs, les 10 % ! Financement de ces activités aux frais de l'établissement !

3. **Non à l'austérité !** Gratuité totale de l'enseignement ! livres et fournitures scolaires gratuits, cantine gratuite, activités culturelles gratuites !

25 élèves maximum par classe ! non aux restrictions de crédit (chauffage, 10 %, etc) !

C'est sur ces bases que nous répondons à Haby : dans la mobilisation et non dans les couloirs feutrés des académies pour discuter de la sauce à laquelle les lycéens seront embrigadés. Ainsi Haby se rendra compte qu'au lieu d'une « lettre aux lycéens », il eût mieux fait d'écrire sa lettre de démission !

UNE CIRCULAIRE ILLEGALE

Chaque premier trimestre d'une année scolaire inaugure une bourde ministérielle, baptisée « circulaires » et destinée à réaffirmer les grands principes : c'est-à-dire les fonctions d'embrigadement et de dressage de l'école. Le dernier ministre en date, M. Haby, n'échappe pas à cette règle. Sa circulaire du 19 septembre porte sur les conséquences de la loi sur la majorité à 18 ans dans les établissements scolaires. Cette dernière concerne 400.000 élèves, mais en fait, elle touche l'ensemble de la population lycéenne : en effet elle donne, au regard de la bourgeoisie, tous les « droits du citoyen » à une minorité de lycéens, alors que l'ensemble de la jeunesse scolarisée, l'institution demeure répressive, garante de l'ordre moral, caserne idéologique.

Conscient de cette contradiction de la politique du régime, Haby a décidé de trancher dans le vif. Il n'y va pas par quatre chemins et sombre dans l'illegalité au regard des lois de ses pairs en restreignant la liberté d'individus majeurs. Ainsi :

« PAS DE DROITS POLITIQUES : « Le principe de la neutralité politique » reste inchangé. Si l'on peut envisager d'étudier une libéralisation du règlement intérieur pour les seules classes terminales, la loi ne saurait changer fondamentalement le caractère des établissements ». Rien de nouveau sous le soleil, et « le fait qu'un plus grand nombre d'élèves atteigne la majorité n'introduit aucun changement dans les modes de relation entre les élèves et l'établissement ». Mieux, les lycéens majeurs devront se plier au règlement intérieur des lycées in-

terdisant toute liberté d'organisation ou d'expression politique : « l'acte d'inscription vaudra adhésion à ce règlement intérieur ».

« CHANTAGE FINANCIER : « Dans le cas où l'élève majeur ne serait plus à la charge de ses parents, il conviendra de lui demander l'engagement écrit de régler tous les frais liés à la scolarité ; l'élève devra alors apporter la preuve que ses revenus personnels (!) lui permettent de faire face à ses obligations ou, à défaut, qu'une personne solvable se porte caution pour lui ». En clair, pour être reconnu comme majeur, mieux vaut avoir le porte-monnaie garni !

« MAINTIEN DE L'AUTORITE FAMILIALE : les lycéens de plus de 18 ans, n'est pas majeur de droit mais s'il en fait la demande. Donc « sauf prise de position écrite de l'élève majeur, les parents seront normalement destinataires de toute correspondance le concernant : relevés de notes ou d'appréciations, convocations, etc... » Mieux, Haby se livre à un nouveau chantage financier vis-à-vis des parents : un chantage à l'allocation familiale. Alors que la possession du certificat de scolarité de leur enfant « donnera aux parents concernés la possibilité de faire valoir leurs droits au regard de la législation fiscale et sociale », par contre « toute perturbation dans la scolarité », comme des absences répétées, les mettra « en contravention vis-à-vis de cette législation ».

Pour résumer : la majorité ne change rien à l'absence de libertés politiques dans les lycées ; vous serez majeurs si vous le demandez ; et pour pouvoir le faire, il faut être argenté.



Elie Kagan

GISCARD S'ATTAQUE AUX MATERNELLES

Guichard s'y était essayé. La réaction avait été telle que le projet avait été retiré. Arrive madame Lesur. Avec une règle d'or : ne pas attaquer frontalement les écoles maternelles, où travaille un personnel enseignant féminin, jeune et combatif. Et pour ce faire, trouver quelques alliés. Le nouveau projet tente donc de donner l'apparence de réponses positives aux besoins des parents et des enseignants. Les données sont connues : les parents

LA SÉLECTION SOCIALE AU PLUS BAS ÂGE

L'École n'est pas neutre. Elle est par nature une institution de sélection sociale, reproduisant la division en classes antagoniques de la société. Des chiffres (officiels) le prouvent, au regard desquels l'idéologie des dons (l'école sélectionne en fonction des capacités personnelles, de l'intelligence) fait piètre figure.

Partant de la fréquentation de l'École maternelle en fonction de la catégorie socio-professionnelle, ces chiffres sont d'autant plus éloquentes qu'il est prouvé que le passage dans l'enseignement pré-scolaire favorise la scolarité de l'enfant, et semble profiter plus manifestement aux enfants d'ouvriers que de cadres supérieurs. Or :

1) L'absence de fréquentation de la maternelle n'empêche nullement les deux tiers des enfants de cadres de franchir normalement sans redoublement, le cycle élémentaire : 50 % d'entre eux se retrouvent en 1972-1973 en sixième I soit la filière « noble » (type lycée), dite sixième longue du premier cycle du second degré. À l'opposé, près des deux tiers des enfants d'ouvriers n'ayant pas fréquenté la maternelle redoublent durant le cycle élémentaire et seulement 14,9 % seulement se trouvent en sixième I.

2) Parmi les enfants ayant fréquenté la Maternelle, 46 % des enfants d'ouvriers franchissent sans redoublement le cycle élémentaire et 23,2 % entrent en sixième I, alors que 76 % des enfants de cadres franchissent normalement le cycle élémentaire et 55 % se retrouvent en sixième I.

(D'après « Politique aujourd'hui » Août-Sept. 1974)

sont de plus en plus nombreux à mettre de plus en plus tôt leurs enfants à l'école, les horaires de travail et les temps de transport chargent de plus en plus la société de l'éducation de l'enfant, enfin, le milieu enseignant multiplie les luttes sur les conditions de travail et le manque d'effectifs (48.000 pour une population scolaire au stade pré-élémentaire de 2.200.000 enfants).

Mais la démagogie (ouverture des écoles de 7 h 30 à 20 heures), les sensibleries humanitaires (l'enfant pour être heureux doit suivre son propre rythme de développement), ne peuvent cacher que le projet Lesur cherche la solution la plus rentable pour la bourgeoisie, aux problèmes de l'enseignement pré-scolaire. Il trouve parfaitement sa place aux côtés du projet Haby, et ses buts sont : mystifier les parents, rentabiliser l'éducation ex-nationale, sélectionner dès le plus jeune âge, en faisant de l'École maternelle un véritable centre de tri. Et, pour l'instant, bardée des qualités de « femme, médecin, mère de famille », Mme Lesur joue fort bien son rôle !

DE 7 H 30 A 20 H...

En généralisant ce qui existe déjà dans certaines villes, particulièrement dans la banlieue parisienne, le projet Lesur envisage de laisser des enfants plus de douze heures consécutives dans des locaux mal adaptés, exigus, sans matériel où, par exemple, le manque de lits rend fréquent le spectacle d'enfants se reposant allongés sur de multiples nattes ou sur leur table. Bien sûr — dixit avec bon sens Mme Lesur — « le nombre de jeunes mères exerçant un métier va croissant ». Mais alors pourquoi ne pas multiplier les crèches pour les enfants de moins de deux ans ? Pourquoi ne pas réduire le temps de travail des parents, sans réduction de salaire, ce qui par ailleurs aiderait à résorber le chômage ?

RENTABILISER

Et ceci de deux manières : D'abord l'enfant sera confié à des aides-

maternelles payées par les municipalités, pour les périodes de repos, de loisirs, de silence (à 46 par classe, et sans lits !). Ensuite l'intervention de l'institutrice sera répartie en « séquences limitées » sur des petits groupes d'enfants. Faites le compte : l'institutrice ayant des groupes de dix enfants, en séquences de 15 minutes, durant six heures de travail par jour, cela fait $24 \times 10 = 240$ enfants pour une institutrice par jour ! Bref une solution radicale au problème des effectifs.

La distinction entre les moments « éducatifs » et les moments « de loisir et de jeux » frise le ridicule pour l'enfant de deux à quatre ans : à l'école maternelle, tout moment est éducatif, une continuité affective et pédagogique s'établit au sein de la classe tout au cours de la journée. Cette aberration peu scientifique sert à justifier la rentabilisation : au lieu d'embaucher de nouvelles institutrices et ainsi de diminuer les effectifs, il est fait appel aux municipalités pour engager un personnel sous-payé.

SÉLECTION AU PLUS JEUNE ÂGE

Pour les enfants de quatre à six ans, dit le projet, commencera « le temps des apprentissages : lecture, écriture, calcul, commencés plus ou moins tôt, achevés plus ou moins tard ». Et Mme Lesur ajoute : « un médecin sait bien que le développement intellectuel, affectif, sensoriel d'un enfant ne suit pas forcément son développement physique et qu'il est primordial de respecter l'évolution personnelle de chaque enfant ».

En fait ce scrupuleux « respect des rythmes » cache une sélection accrue dès le plus jeune âge. Si les institutrices essayent de compenser les inégalités sociales, et si les statistiques indiquent que « les enfants d'ouvriers paraissent tirer un bénéfice légèrement supérieur à celui des enfants de cadre supérieur » de leur passage à l'École maternelle, néanmoins l'enseignement pré-scolaire ne pouvait aucunement réduire profondément un handicap

social (environnement culturel, domination idéologique de la classe ouvrière...) — le projet crée sur ce plan une étonnante mystification : il crée l'illusion d'une réduction de ces disparités sociales, il voile la sélection sociale gérée par le système d'éducation bourgeois, en faisant disparaître auprès des parents l'anxiété des redoublements, qui sanctionnent brutalement ces inégalités sociales de départ. Ainsi, l'enfant « suivra son propre rythme ». Or, qui décidera de sa maturation ? l'institutrice sans formation professionnelle adéquate ? un médecin qui verra une fois dans l'année les enfants de trois à quatre ans ? des tests dont la prétendue objectivité a été dénoncée par les psychologues ? Non, en fin de compte, c'est l'origine sociale de l'enfant qui tranchera !

L'escroquerie financière, rentabilisatrice du projet Lesur est donc manifeste. Quant à la sélection : la réforme de l'Éducation ex-nationale peut bien supprimer les filières I, II, III du premier cycle du second degré, puisque leur équivalent est mis en place dès la maternelle !

L'ASSURANCE DE MADAME LESUR

Madame Lesur a déclaré à propos de la réforme de l'enseignement pré-scolaire :

— Le 16 septembre : « Il nous faut résolument changer les structures d'accueil »

— Le 3 décembre : « Il n'est pas question de changements de structures »

— Le 16 décembre : « Le temps d'intervention de l'institutrice sera réparti en séquences pédagogiques, d'une durée limitée, qui alterneront avec les séquences de loisirs et de repos qui seront confiées à un personnel d'aide ».

— Le 3 décembre : « Il n'est pas question de quart d'heure pédagogique. L'institutrice, pendant ses 6 heures peut ne rien changer à son enseignement ».

Elle se contredit, la brave dame ! Contradictions ? Ou déjà quelques reculs ? En tout cas, vigilance !

LE DEBAT SUR L'UNITE

FUSION SYNDICALE AVEC DROIT DE TENDANCE OU UNITE DES BUREAUCRATES ?

Moteur de l'évolution de la CFDT, la FGM est encore une fois sur un terrain difficile celui de l'unité syndicale... Un débat feutré, a traversé de fait le 36ème congrès de la FGM, sans apparaître de manière très explicite. Pourtant les divergences entre la direction fédérale et la confédération sont claires, divergences qui remontent loin et qui traduisent des préoccupations politiques différentes.

Dans son rapport introductif, Chèreux met l'accent sur « l'unité d'action du ponctuel à la pratique permanente » : « ... au plan syndical, rien ne conduit à justifier la permanence une pluralité syndicale. L'unité syndicale n'est donc pas une perspective théorique à laquelle on affirme adhérer sans cesse, d'autant qu'on la croit toujours irréalizable... l'accord de juin 74 prend toute son importance puisqu'il constitue au-delà de son contenu concret un point d'appui pour de futurs développements... sur le fond et, tous les considérants nécessaires pris en compte, notre démarche unitaire nous conduit bien en ce qui nous concerne, dans la métallurgie, à construire à terme une organisation unique pour les métallurgistes... » (BRS SPECIAL CONGRES DU 9. 74).

Balle au bond reprise par le représentant CGT invité au Congrès, Tronchon ; et renforcé par la présence d'un délégué de la FLM italienne (Fédération des Métallistes) qui développa dans un salut très chaleureux et enthousiaste les bienfaits de la fusion.

Que signifie ces perspectives de fusion, ou plutôt d'unité organique qui peuvent largement surprendre à première vue ? Elles reflètent plusieurs préoccupations : d'une part, soutenir à fond les accords du 26 juin et en préparer d'autres, du même type, mais spécifiques pour la métallurgie, la FGM a certes beaucoup d'affinités et de vues communes avec la CGT, et misant sur une évolution tant du PC que de la CGT, évolution vers un socialisme plus humain. D'autre part, représentant pour sa part 32,4% des voix aux élections de Délégués du personnel et la CGT 48,8%, elle se sent en position de force pour une « unité organique » qui aurait tout de même l'inestimable avantage d'avoir un contrôle beaucoup plus strict sur les luttes, autrement dit d'éviter les débordements et tout ce qui peut favoriser l'auto-organisation des travailleurs, auto-organisation rendue concrètement d'autant plus nécessaire que la division syndicale apparaît comme un obs-

taclé à l'unité de tous face au patronat.

Il est clair également que ces positions développées par le bureau fédéral représentent un courant confus, mais bien réel qui existe déjà aujourd'hui. Courant pro-PC misant sur la social-démocratisation du PCF, et voyant dans la fusion syndicale un moyen d'accélérer ce processus. Ce courant qui est loin d'être homogène ou cristallisé peut également rejoindre certaines prises de positions dans la cfdt elle-même. Ainsi pour Declercq des pays de la Loire.

La CFDT qui a connu une crise de puberté après le 36ème congrès commence à devenir un peu plus réaliste et les problèmes des rapports avec la CGT vont donc pouvoir se poser de manière responsable sur la lignée des accords du 26 juin... accords dont la portée se révèle aujourd'hui plus claire que jamais.

Mais cette démarche unitaire qui conduit bien à construire à terme, en France, une organisation unique pour tous les métallurgistes (point 142), ne serait qu'une fusion bureaucratique, malgré ce que peut laisser croire les envolées des paragraphes 144 et 145 de la résolution centrale : « Il s'agit en fait, à travers les confrontations des organisations de dépasser le strict cadre que constituerait la perspective d'une simple fusion pour construire un syndicat de type nouveau.

Les valeurs, la richesse de l'expérience née de la diversité des organisations seront le ciment de cette organisation nouvelle. Elle sera dynamisée par l'adhésion et la participation des travailleurs... »

A cette perspective, deux obstacles se présentent : d'une part la Confédération elle-même, d'autre part les réticences des sections syndicales d'entreprise de base.

Edmond Maire, en effet, critique cette position sans détours : « ... C'est seulement en gardant un équilibre constant entre unité d'action et débat public que nous sommes vraiment unitaires... ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'établissement partout des rapports d'unité d'action plus riches et plus vrais, ce n'est pas encore l'unité

organique... faire l'impasse sur toutes ces questions de fond pour réaliser sans délais un compromis entre des structures, sur la base d'une conception médiocre du rôle du syndicat, limité à la revendication immédiate, ce n'est pas notre conception de l'unité organique. D'ailleurs un tel conglomérat serait très fragile et ne résisterait pas aux premières difficultés sérieuses. Il se révélerait vite plus nocif que positif... »

Autrement dit, unité d'action sur une série de points, prolonger les accords type 26 juin, oui, mais c'est tout. C'est que, pour Maire, le rôle de la CFDT est trop important dans son projet politique pour envisager à court, ou même à moyen terme, une fusion quelconque, fut-elle bureaucratique : l'opération Assises pour le Socialisme n'est quasiment rien sans la troisième composante, sans précisément cette base ouvrière qu'est la CFDT qui, de fait, va jouer en quelque sorte, le rôle de courroie de transmission.

Le deuxième obstacle, c'est la résistance réelle rencontrée à la base pour un tel projet.

résistance très hétérogène, allant de l'anti-communisme à des critiques sur la manière de construire

l'unité d'action à la reconnaissance de la nécessité d'une unité d'action encore plus étroite, mais une unité réalisée d'abord à la base, dans l'action, avant même

d'aller plus loin, c'est le sens des amendements proposés par différents

syndicats, préconisant une démarche différente, tel celui

de la SAVIEM à Caen : « Il y a lieu de ne pas confondre la notion de l'unité

d'action avec celle de l'unité organique.

L'unité organique que tous les travailleurs souhaitent, ne peut

s'envisager qu'à partir du moment où la pratique de l'unité

d'action sera devenue une réalité

à la base et aura permis de surmonter

avec les

travailleurs les divergences existantes dans la pratique syndicale et que par ailleurs des syndiqués auront estimé que les orientations des deux organisations sur les perspectives

et la stratégie sont suffisamment proches pour engager un processus unitaire ».

Un autre amendement allant plus loin pose le problème de la préparation non seulement dans l'action, mais aussi au niveau de l'organisation commune des débats, au niveau d'une pratique commune quotidienne, constituant les premiers pas vers l'unité organique :

STEM-SUD (Paris)

« Pour ce faire :

— recherche d'une pratique syndicale commune pouvant se traduire dans les entreprises par exemple :

— par des orientations communes DP et CE

bulletins édités en commun
tracts communs
campagnes de syndicalisation
assemblées générales des adhérents des sections, etc..

— Développement d'un syndicalisme de masse, pour une plus grande démocratie ouvrière ».

Mais se battre sur un terrain uniquement défensif, laissant croire que des perspectives de fusion sont irréalistes tant que de grosses divergences entre organisations syndicales subsistent, est dangereux et ne tient pas compte du réel impact qu'aurait une fusion syndicale.

Pour nous, nous lions étroitement la perspective de fusion syndicale avec celle du fonctionnement démocratique du syndicat unifié. En conséquence, nous sommes pour développer l'unité d'action partout où cela est possible, mais aussi pour poser dès maintenant devant l'ensemble des travailleurs, le débat sur les conditions concrètes d'une telle fusion. Nous affirmons clairement qu'il ne s'agit pas de dire : élaborons ensemble une stratégie, une plate-forme commune et unions-nous ; mais au contraire, de dire : dès maintenant, avançons vers la fusion dans le respect total de la démocratie ouvrière, car c'est cela qui est l'élément clé et le seul facteur de réussite de la fusion. En ce sens, nous nous battons pour :

— des assemblées générales de base des syndicats communes ;

— l'ouverture dans la presse syndicale d'une tribune ouverte à la CGT avec réciprocité ;

— la publication de textes, de bilans communs, le plus souvent possible, afin que le débat apparaisse comme un élément positif et non un facteur de division.

— Partout où cela est possible, la mise en place de structures syndicales communes (commissions immigrés, commissions femmes, voire sections syndicales communes)...

Dès aujourd'hui, la fusion syndicale est possible et serait un facteur déterminant dans les luttes à venir.

LA VO ET LE CONGRES FGM-CFDT

■ Pour la CGT, le congrès FGM-CFDT est un « véritable congrès pour demain », un pas en avant vers une « unité dans la clarté », mais marqué malheureusement par une « escarmouche de tendance » : c'est ainsi qu'est qualifiée la bataille menée par les syndicats de Belfort, Vesoul, Besançon pour le changement de l'ordre du jour qui a recueilli un peu plus de 17% des voix. En ce qui concerne l'opposition aux Assises qui a marqué l'ensemble du congrès et s'est regroupée autour d'un amendement commun (cf. Rouge de la semaine dernière), rassemblant 30% des mandats, la VO constate simplement : « Cette approbation (à la préparation des Assises) a dégagé cependant une opposition minoritaire et a ramené sur la scène une lutte de ten-

dances qui n'a pas toujours été exempte d'opposition systématique et a dévié des convictions préparées qui ne semblaient pas résulter des délibérations mêmes du congrès. Ces luttes internes ont gaspillé du temps au détriment d'une analyse plus fouillée de la situation et du débat sur le développement de l'action »...

Ces quelques phrases méprisantes confirment une fois encore quel type d'unité organique défend la CGT, une unité sans droit de tendance, sans débat démocratique, sans « perte de temps », une unité entre bureaucrates, une unité au sommet qui ne laisserait aucun droit d'expression aux sections syndicales de base...

MOTION SUR L'ARMEE

■ Depuis quelque temps, l'armée est mise, de plus en plus, en question dans sa fonction et dans son organisation par les appelés.

Les soldats refusent, de plus en plus, l'abrutissement, les brimades de la hiérarchie militaire, et le rôle que le pouvoir capitaliste leur fait jouer, bien malgré eux, quand il s'agit de remplacer les travailleurs en grève (PTT, éboueurs transports en commun, etc...).

Nombre de militants politiques et syndicaux sont, dès leur incorporation, soumis à l'inquisition de la Sécurité Militaire, liaison avec le patronat.

L'autorité militaire et le gouvernement répondent par la répression aux revendications des appelés qui entendent garder, durant leur service militaire, leurs droits de citoyens reconnus par la Constitution.

Le 36ème Congrès de la FGM se déclare entièrement solidaire de la lutte des soldats, condamne la répression qui les frappe. Il exige la libération de tous les emprisonnés et la levée de toutes les sanctions.

Il décide de développer le soutien des travailleurs aux soldats sur leurs revendications :

- durée du service militaire ramenée à six mois,
- Libre choix de la date de départ entre 18 et 25 ans,
- Affectation proche du domicile,
- Relèvement important du prêt et indexation sur le SMIC,
- Liberté démocratique d'opinion, d'information, d'expression, de réunion et d'association. Garantie et suppression des sanctions frappant les soldats dans ce domaine,
- Véritable droit aux permissions,
- Suppression de toutes les brimades,
- Dissolution de la juridiction militaire,
- Véritable droit à l'objection de conscience.

Il engage toutes les organisations de la F.M.G. à prendre les moyens d'informer tous les jeunes métallos partant à l'armée, à maintenir les liens avec eux pendant leur service et d'assurer leur réintégration dans l'entreprise à leur libération.

LON NOL TOUJ

Par 56 voix contre 54 avec 24 abstentions, l'assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution « occidentale » sur la représentation cambodgienne. Dans son fond comme dans sa forme, ce vote s'apparente à celui de l'année dernière : deux voix de majorité pour une défense en « retrait » de Lon Nol, reportant à nouveau les échéances (et assortie cette fois d'un appel à la négociation).

Ce vote réclame explication. La position internationale du GRUNK s'est en effet renforcée en douze mois. C'est 62 pays qui l'ont reconnu maintenant - soit une dizaine de plus que l'année passée - (certains d'entre eux ne sont pas représentés à l'ONU tel le GRP sud-vietnamien, l'OPL, etc...). Mais ce renforcement n'est pas apparu au niveau du vote. Pourquoi ?

Les USA - aidé par le bloc occidental - ont fait feu de tout bois pour retrouver une faible majorité. Et ils ont de quoi acheter ou neutraliser bien des votes. L'URSS n'a encore soutenu le GRUNK que du bout des lèvres, sans opposer sa pression à celle des USA. La France a poursuivi son double jeu en s'abstenant. Mais tout ceci était aussi vrai l'année dernière.

En fait, le bloc des pays dits « non alignés » en direction duquel le GRUNK a dirigé sa politique et qui est censé assurer une « majorité automatique » à l'ONU a éclaté. L'Egypte et le Ghana étaient abstenus (!) au moment du vote. Le Liban, la Tunisie, Bahrein et le Bangladesh (qui avait promis son soutien !) se sont abstenus. L'Arabie saoudite, la Jordanie, le Maroc, le Qatar, l'Oman, la Côte d'Ivoire, ont notamment voté contre le GRUNK. C'est



« Ils leur manque du sang »

LA DICTATURE FRANQUISTE PREPARE DE NOUVEAUX ASSASSINATS !

APPEL DU FCR ET DE LA LCR/ETA VI

Après une campagne démagogique contre Eva FOREST, Antonio DURAN et leurs camarades, comme auteurs présumés de l'attentat de la Puerta del Sol, la dictature essaie de donner un châtement exemplaire, en les accusant également de l'exécution de l'assassin Carrero Blanco, et un militant d'ETA V, GARMENDIA, de l'exécution d'un tortionnaire de la Garde Civile.

Cela, comme dans le cas de Puig Antich, suppose que leurs vies sont en danger, que la bourgeoisie va essayer de répondre aux mobilisations des masses et aux actions des révolutionnaires en assassinant certains militants de l'avant-garde révolutionnaire. Et tout cela pour faire reculer tous

ceux qui luttent contre l'exploitation et la répression.

De nouveau, la machine répressive va jouer son rôle contre-révolutionnaire, pour essayer d'empêcher par la peur et par la terreur que les masses travailleuses en finissent avec un régime d'oppression et de misère.

Mais la classe ouvrière espagnole a montré que ni les balles, ni la répression la plus féroce ne pourront arrêter son processus révolutionnaire, ni l'empêcher d'en finir avec la dictature franquiste en pleine décomposition, qui ne peut plus se servir d'une phraséologie libérale pour cacher son caractère répressif au service des intérêts capitalistes.

La mobilisation conjointe des travailleurs et des révolutionnaires espagnols et du monde entier arrêta le bras criminel de la dictature devant Izko et ses camarades à Burgos.

La LCR-ETA VI et le FCR lancent un appel à tous les travailleurs espagnols et français et de toutes les nationalités pour développer la solidarité dans une lutte d'ensemble au niveau international pour sauver Eva Forest, Duran et Garmendia et leurs camarades contre la répression sauvage de la dictature criminelle.

La LCR-ETA VI et le FCR lancent un appel à tous les travailleurs espagnols et français et de toutes les nationalités pour développer la solidarité dans une lutte d'ensemble au niveau international pour sauver Eva Forest, Duran et Garmendia et leurs camarades contre la répression sauvage de la dictature criminelle.

**FRONT UNIQUE CONTRE LE
TERRORISME FRANQUISTE !
PLUS UN SEUL ASSASSINAT !
LIBERTE IMMEDIATE POUR EVA
FOREST, ANTONIO DURAN, GAR-
MENDIA ET LEURS CAMARADES !
DISSOLUTION DE LA BRIGADE
POLITICO%-SOCIALE, DE LA GARDE
CIVILE, DE LA POLICE ARMEE, DES
TRIBUNAUX D'ORDRE PUBLIC, DES
TRIBUNAUX MILITAIRES ET DES
AUTRES FORCES REPRESSIVES !
A BAS LA DICTATURE
CRIMINELLE !**

LCR-ETA VI
FCR

SOYONS VIGILANTS

Alors que la solidarité avec Eva FOREST et ses camarades qui risquent la peine de mort commence à se développer en Europe et spécialement en France, la coalition des services de police des différents pays resserre ses liaisons ainsi que le démontre le Canard Enchaîné à propos de la police française et de la PIDE portugaise. Des intimidations téléphoniques aux militants, agressions physiques contre un militant antifasciste espagnol à la sortie de la conférence de presse organisée par le CISE (Comité information et Solidarité avec l'Espagne) le deux décembre. Ces faits montrent l'intérêt qu'a la dictature à éviter une mobilisation comme celle de Burgos. De tels actes ont eu lieu alors que l'extrême-droite espagnole prépare une grande offensive à Madrid avec une manifestation le 20 décembre pour « célébrer » le 1^{er} anniversaire de l'« assassinat » de C. Blanco, tandis que la dictature fait pression pour que certains militants basques réfugiés en France soient extradés.

Donc la vigilance s'impose pour tous les antifascistes qui avec cette campagne veulent empêcher de nouveaux assassinats en Espagne.

Solidarité avec les prisonniers politiques espagnols.
Halte à la collaboration policière franco-espagnole.

LCR-ETA (VI)

TOUS AU MEETING UNITAIRE le mercredi 11 décembre à la Mutualité à 20 h 30

D'autre part, s'est mis en place un « Collectif de soutien à E Forest, Duran, Garmendia et aux prisonniers politiques », appuyé par l'AMR, le FCR, le PSU, Révolution !, le MAJ, l'Ecole Emancipée, les Pétoleuses, le Cercle Elizabeth Dimitriev.

D'ores et déjà doit s'engager une campagne de masse unitaire, pour sauver Eva Forest et ses camarades. Une série d'initiatives sont prévues :

- la sortie d'une affiche nationale du collectif ;
 - un meeting central le Mercredi 11 décembre à la Mutualité.
- Ces initiatives constituent une première riposte centrale, qui devra s'amplifier selon les développements politiques en Espagne.

Sénégal LES PRIX LE PL

Le gouvernement sénégalais vient d'annoncer, dans « Le Monde » du 1^{er} novembre 1974, une hausse de 60 % des denrées de base de l'alimentation des masses populaires.

Pendant ces sept années de sécheresses et celles qui les ont précédées, la soif de profit des entreprises capitalistes françaises et de la bourgeoisie bureaucratique au pouvoir n'a fait qu'aggraver la situation. C'est ainsi que la famine a frappé des milliers de familles paysannes, entraîné des dizaines de morts et décimé plus de 60 % du cheptel (chiffre officiel avancé : 20 à 25 % par le gouvernement sénégalais).

Cette mesure de hausse, qui intervient après une saison de pluie relativement abondante, remet en cause tout l'espoir des masses rurales de bénéficier d'une année « Clémentine ».

Il faut ajouter que, dans les villes (on estime à 40 % environ la population urbaine par rapport à l'ensemble de la population), des centaines de milliers de semi-prolétaires et de petits artisans aux revenus dérisoires et des dizaines de milliers de chômeurs sans aucune

LA REPRESSION

Les nouvelles mesures répressives en Grande-Bretagne contre l'IRA étaient bien entendu préparées plusieurs mois à l'avance. Il ne restait qu'à attendre un événement grave à faire endosser à l'IRA. Désormais, l'éventail répressif extrêmement impressionnant va pouvoir être utilisé dans la lutte contre tous ceux qui osent combattre la présence britannique en Irlande du Nord.

D'après ce qui a été voté au Parlement, n'importe quel suspect peut être arrêté et détenu à fin d'interrogatoires pendant une semaine sans inculpation. Ainsi que le disait un spécialiste de l'armée anglaise : « C'est le temps qu'il faut pour casser un homme en utilisant les moyens « conventionnels » d'interrogatoire... »

De nombreux ordres d'expulsion ont déjà été prononcés contre un nombre indéterminé de personnes. Des dizaines d'autres ont été raflées tandis que les

OURS A L'ONU

à-dire que malgré l'action conjuguée de la Chine et de l'Algérie, le prétendu « bloc » des pays du tiers-monde — et notamment celui des pays arabes — s'est profondément divisé. Les défections n'ont en effet pas touché les seuls pays directement inféodés aux Etats-Unis (tels nombre d'Etats du Sud-Est asiatique) mais aussi bien des pays « amis ».

De plus, malgré une intensification effective des combats, le FUNK n'a pas déclenché d'offensive de grande envergure au Cambodge à la veille du débat à l'ONU. Il avait pourtant précédemment toujours combiné offensives diplomatiques et militaires. Cette fois-ci cela n'aura pas été le cas. Il est difficile de savoir dans quelle mesure cette décision du FUNK consistait en un choix délibéré par rapport à l'ONU ou relevait de facteurs plus généraux.

Si la première hypothèse était la bonne, il s'agirait d'un calcul erroné. D'un calcul politiquement erroné, par surestimation de l'homogénéité du « bloc » des « non-alignés ».

Ceci dit, l'optimisme ne règne pas à Pnom-Penh. Le congrès américain continue à menacer de réduire l'aide que Lon Nol reçoit. Sihanouk a d'ores et déjà rejeté catégoriquement l'appel de l'ONU aux négociations qui équivaldrait à « reconnaître aux Etats-Unis le droit de maintenir pour l'éternité leur système néo-colonialiste sur une partie de notre Etat ».

La lutte, militaire et politique se poursuit.

La poursuite de la révolution cambodgienne ne s'arrêtera pas à un vote de l'ONU. Notre soutien non plus.

P.R.



Paris le 9-2-74 : manifestation de soutien aux prisonniers politiques au Maroc.

REPRESSION AU MAROC

Ils sont plus d'une centaine, arrêtés, emprisonnés, torturés, au secret, depuis le début du mois d'octobre 1974. Ce sont les combattants d'années et d'années contre le régime de gangsters qui dirige par la terreur et la corruption le Maroc. Aucune garantie n'a jamais été donnée par ce gouvernement quand il prend dans ses griffes des militants qu'il veut voir disparaître de la scène ou plus simplement disparaître totalement. A chaque vague de répression qui succède à une précédente et implique une future, la survie des militants arrêtés est en cause.

Jamais depuis sa remise en selle par l'impérialisme français en 1956, la monarchie marocaine n'a connu de crise aussi profonde que celle dans laquelle elle se débat aujourd'hui.

Secouru par les luttes ouvrières, paysannes, de la jeunesse, Hassan II est menacé sur son trône par des officiers représentants des secteurs de l'armée, et maintenant par des éléments de la bourgeoisie marocaine.

Les mobilisations populaires n'ont jamais été prises en charges par les partis de l'opposition. Les différents partis du courant réformateur bourgeois ou petit-bourgeois, l'Istqlal ou l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.) ne veulent agir que dans le cadre des institutions étatiques du régime monarchique. Ce légalisme de la peur et de l'opportunisme leur interdit d'agir comme une courroie de transmission, même pour les « désamorcer », des revendications des masses laborieuses.

Aujourd'hui la continuité du régime dépend de sa capacité à intégrer des éléments de la bourgeoisie traditionnelle et la petite bourgeoisie, afin de réorganiser l'économie du pays et de partager les profits. Là trouvent leur raison d'être les derniers efforts pour l'application du plan quinquennal de développement pour la période 1973-1977. A cela s'ajoute l'opération du pouvoir sur le Sahara dit espagnol, le revendiquant au nom des intérêts sacrés de l'unité du Maroc, ce qui cache par derrière la conquête nouvelles ressources (phosphate et pétrole) pour le régime afin de traiter mieux équipé sur le marché impérialiste.



Abraham Serfaty militant révolutionnaire emprisonné

Le maintien en place de ce régime rendait nécessaire une recherche d'alliances politiques nouvelles afin de lui garantir des marges de manoeuvres. Cela impliquait qu'Hassan II limite l'emploi de la terreur, ne tolère l'existence d'organisations politiques entre lui (son pouvoir) et population. La continuité de ce régime dépend à terme des capacités à intégrer à son fonctionnement des représentants de la bourgeoisie traditionnelle et de la petite bourgeoisie.

LE TOURNANT ACTUEL

Tel est le contexte politique actuel dans lequel le pouvoir veut faire accréditer ce faux-semblant d'un retour à la démocratie et à l'exercice du pouvoir constitutionnel (d'où les promesses d'un gouvernement d'Union nationale, d'une nouvelle constitution libérale, d'élections législatives pour un futur parlement.) Concessions concrètes : le pouvoir lève l'interdiction de l'U.N.F.P. devenue depuis l'Union Socialiste des Forces Populaires, autorise le Parti Populaire pour le socialisme (nom du Parti Communiste Marocain qui a laissé tomber son appellation antérieure, Parti pour la Liberté et le Socialisme, P.L.S.). Afin de tenir par la menace les appareils de ces partis et en même temps leur rendre un petit service dans leur tournant à droite vers le pouvoir, le gouvernement de Hassan II exécute en août 73 les militants détenus de l'aile radicale de l'U.N.F.P. Ainsi, la monarchie manifeste combien elle connaît la nature réformiste et les aspirations collaborationnistes de ces partis, combien il est en son pouvoir de les isoler de cette manière, en les rendant incapables de s'appuyer sur les luttes en cours ou à venir pour exercer un certain rapport de forces avec le pouvoir. De part en part, le pouvoir contrôle le processus de « libéralisation », il en fixe les échéances, les conditions.

Ces manoeuvres du pouvoir ne sont pas sans effets ni résultats substantiels à ce jour. Les partis concernés, l'Istqlal, l'U.N.F.P./U.N.S.P., le P.P.S. (P.C.M.), et la centrale syndicale U.M.T. (Union marocaine du travail) s'alignent derrière la monarchie, parlent tout haut de l'union sacrée nécessaire pour libérer le Sahara, et saluent les orientations démocratiques du pouvoir, etc...

L'ensemble des ces formations de l'opposition qui ne mérite même pas ce vocable, masque la vérité de l'opération du pouvoir sur le Sahara « espagnol » : conquérir partie ou totalité du territoire saharien grâce à un marchandage de type néo-colonial avec le pouvoir fasciste espagnol.

LA REPRESSION ET L'EXTREME-GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

La répression violente qui frappe les militants révolutionnaires est rendue d'autant plus possible et aisée pour le pouvoir qu'elle se produit quand cette union sacrée tente de voir le jour. Provenant à la fois du P.L.S. / P.P.S. stalinien et de l'U.N.F.P./U.S.F.P. réformiste, les militants révolutionnaires marocains ont été les seuls dans le pays à comprendre et dire la fonction de l'axe politique recherché par la réaction. Ils ont été les seuls à s'y opposer et à le combattre.

Ils se sont élevés courageusement contre la position nationale-chauvine des partis stalino-réformistes sur le Sahara. Ils ont posé le problème du Sahara « espagnol » et sa solution dans le cadre de la lutte commune des masses marocaines et celles du Sahara contre la monarchie et le colonialisme, direct ou indirect. Ils ont dénoncé justement la collaboration de classe des partis de la soi-disant opposition, avec le Palais.

L'importance de la gauche révolutionnaire marocaine n'est pas à démontrer. Ces capacités de lutte, d'entreprendre, de s'unir, sont à l'origine de cette répression par le régime. Le choix du moment été aidé largement par les trahisons toutes fraîches des formations stalino réformistes. Le danger pour le pouvoir comme pour ces organisations était la possibilité ouverte pour les révolutionnaires marocains de s'affirmer sur le terrain des luttes sociales et politiques comme l'instrument révolutionnaire faisant encore défaut à ce jour aux masses travailleuses et à la jeunesse du pays.

Les militants et dirigeants du 23 mars et de l'organisation marxiste Léniniste Marocaine (En Avant !), touchés par la vague de répression en cours sont la conscience politique du peuple marocain, son avant-garde combattante pour la démocratie politique et pour la démocratie sociale. En ce sens, il est un devoir de leur apporter le soutien matériel, moral et politique des organisations de la gauche révolutionnaire française confrontée à un gouvernement impérialiste complice d'Hassan II et qui a le sang de Ben Barka sur les mains.

L'existence de cette force révolutionnaire, ses analyses, son combat, marquent l'écart gigantesque entre les masses et le pouvoir, entre les masses et ceux qui s'en réclament abusivement. Ceci permet de comprendre l'attitude crapuleuse des staliniens marocains qui dénoncent en ces jours dans leurs meetings, dans leur presse, les camarades marocains emprisonnés, comme des traitres, des anti-nationaux (à propos de la question saharienne !?), des agents de la CIA ! Ceci permet de comprendre l'attitude douteuse de ceux de l'U.S.F.P. qui préfèrent le silence, participant ainsi à l'isolement des camarades touchés. Rien de bien nouveau de la part de cette organisation qui ne sait que protester mollement quand ses propres militants sont exécutés par la mafia au pouvoir. Pour les appareils de ces organisations, la répression actuelle est la réponse normale à ce qu'ils considèrent comme une politique gauchiste et aventuriste. A l'heure des exécutions sommaires, des arrestations massives, des tortures, il ne fait pas bon se prosterner devant le pouvoir monarchique en putréfaction.

Solidarité avec Abraham Serfaty, Abdellatif Zeroual, Abdesslem Aboudrar, Mustafa et Leila Slimani, Srifi, Yacine, Lahbabi et tous leurs camarades emprisonnés !

egal : CREVENT AFOND

ressource, ne vivent qu'au jour le jour, par un miracle permanent.

Cette hausse de 60 %, qui rend de plus en plus aléatoire les conditions de vie des masses populaires sénégalaises permet, par contre, de remplir les coffres forts des capitalistes français et internationaux, mais aussi de grossir les comptes secrets des « hauts personnages » politiques et administratifs de l'appareil d'Etat néo-colonial sénégalais.

Après avoir découvert, lors des événements sanglants de 1973, la nature répressive de l'Etat sénégalais (mort de plusieurs jeunes élèves par la suite de brutalité policière et de l'étudiant Omar Blondin Diop survenue en prison dans des circonstances non encore éclaircies), l'opinion internationale pourra désormais se faire une idée du contenu social réel, foncièrement anti-populaire du « socialisme sénégalais ».

C.G.S.L.P.S.
Comité d'Information
et de Soutien à la
Lutte du Peuple Sénégalais

CONTRE L'IRA

policiers tombaient à l'improviste sur les domiciles de militants connus dans le quartier Nord de Londres et d'autres endroits habités par la communauté irlandaise.

Il faut enfin dire que l'IRA provisoire signalait à Dublin que d'après sa propre enquête les dix suspects arrêtés n'ont jamais appartenu à l'IRA. Elle a également réaffirmé que la campagne de bombes en Grande-Bretagne continuera mais qu'il y aurait toujours des avertissements.

A travers la campagne anti-IRA qui se développe en Angleterre, la bourgeoisie, grâce aux lois répressives dont elle vient de se doter, se prépare à la lutte contre tous les révolutionnaires. La situation sociale permet de mieux comprendre l'importance des mesures votées, y compris par nombre de travaillistes. Les marxistes révolutionnaires se doivent de riposter à cette attaque.

L'INTERVENTION COMMUNISTE DANS LA JEUNESSE ET LA CONSTRUCTION DU PARTI

■ La période ouverte par mai 68 a mis au centre de nos préoccupations l'objectif d'implantation dans les entreprises. Cela est commun à toutes les tendances. Nous avons déjà souligné que le débat portait sur le comment.

Un des points de départ du débat de tendances a été la place accordée à l'intervention dans la jeunesse dans cette phase de construction du parti révolutionnaire et à notre orientation dans ce secteur. A la veille d'une définition globale de nos tâches par le congrès, un certain nombre de facteurs convergeaient pour justifier une marginalisation de ce secteur :

1) Une analyse superficielle de la radicalisation dans la jeunesse, qui impliquait une approche empirique et souvent théoriquement erronée (« petite-bourgeoisie radicalisée ») de la place de l'intervention dans la jeunesse scolarisée en fonction de caractéristiques conjoncturelles d'après-mai 68 (cartélisation et ultra-gauchisme).

2) Le développement des luttes ouvrières exigeait un travail d'implantation en profondeur qui ne se suffisait plus d'initiatives politiques centrales appuyées sur la jeunesse scolarisée.

3) Les luttes qui mobilisaient les travailleurs s'opéraient sur le terrain décisif de la lutte contre l'exploitation patronale, sans lien immédiat apparent avec les thèmes ayant sensibilisé les jeunes scolarisés.

4) Notre courant était moins préparé à répondre aux caractéristiques de la radicalisation et des mobilisations de la jeunesse d'après mai 68 (ras le bol, vie quotidienne) qu'au soutien des luttes anti-impérialistes et de la révolution coloniale (Algérie, Cuba, Indochine). Nous avons eu une forte tendance à considérer ces nouveaux terrains comme « petits-bourgeois ».

5) Tout convergeait donc pour abandonner ou du moins relativiser ce secteur d'intervention, malgré les fantastiques mobilisations annuelles de la jeunesse depuis 71 (pour la libération de Guiot, contre la loi Debré, contre les projets Fontanet-Royer). Les luttes de 72 et 73 n'ont pas semblé aboutir en tant que telles et notre courant a eu tendance à sous-estimer leur impact dans les rapports de forces et dans l'élevation de conscience de dizaines de milliers de jeunes à travers ces expériences de lutte et d'organisation de la lutte.

La première question à clarifier pour nous était de comprendre si les mobilisations politiques des étudiants et lycéens de mai 68 qui nous avaient fait parler à leur propos d'une **avant-garde** tactique avaient un caractère conjoncturel ou non. Autrement dit, de comprendre qu'elle était la **place stratégique** de notre intervention dans la jeunesse **du point de vue de la construction d'un parti ouvrier communiste et de la révolution prolétarienne**.

QUELLE PLACE STRATEGIQUE, QUELLE RADICALISATION DE LA JEUNESSE ?

Les camarades de la T 2 ont dit de nous : « Le milieu étudiant étant, selon eux, rattaché dans sa masse par son origine sociale et son avenir professionnel à la classe ouvrière, les camarades de la T 3 (qui goment au passage le faible poids des révolutionnaires dans les entreprises et les rapports de forces politiques à l'échelle nationale) en déduisent logiquement une hégémonie durable sur le milieu à portée de la main des révolutionnaires qui sauront allier un juste programme et une ferme polémique idéologique » (Rouge N° 270, p. 14)

De façon générale il nous est reproché d'insister sur les déterminants sociaux qui pèsent aujourd'hui sur la jeunesse scolarisée. Les camarades de la T 2 nous opposent une analyse du mode de radicalisation de la jeunesse insistant au contraire sur l'aspect idéologique de cette radicalisation et ses déterminants externes

Nous sommes évidemment les premiers à comprendre que la jeunesse, que nul n'assimile au prolétariat, est, par définition, sensible à toutes les contradictions du système, à la crise de ses valeurs, aux luttes les plus radicales contre lui. Mais pour notre part nous avons insisté sur l'aspect le plus

mal estimé parce que le plus récent, dans nos analyses : l'évolution depuis la 2^e guerre mondiale de la formation sociale capitaliste et ses conséquences sur le rôle de l'université et de l'école ainsi que sur la jeunesse scolarisée elle-même.

Certes, il faut distinguer les étudiants des jeunes des lycées et CET du point de vue de l'origine sociale dominante (bien que la tendance soit nette depuis des années à l'extension des études en face des enfants de prolétaires - 25% - et petits-bourgeois paupérisés). Plus de 60% des étudiants sont amenés à travailler et la masse n'obtient pas d'autres diplômes que le bac, ils n'ont généralement pas d'emplois correspondants à leur qualification à la sortie de la fac. L'avenir qui est offert à la masse des lycéens, des jeunes des CET et des étudiants est donc d'alimenter surtout divers secteurs du prolétariat, de couches petites bourgeoises en voie de prolétarianisation.

Cet avenir pèse dans la conscience que les jeunes peuvent avoir de la place que leur offre ce système (les risques croissants de chômage accentuant ce problème) : c'est l'arrière fond objectif et permanent d'une radicalisation qui ne se fait pas pour autant à partir de ces seuls problèmes, mais se saisit de tous les aspects de la crise du système. Le mode de radicalisation permet quant à lui de prévoir des **luttes de masses** de la jeunesse scolarisée sur **toutes sortes de terrains**, luttes qui ont un poids social et politique.

C'est important enfin pour les secteurs professionnels où vont se retrouver ces jeunes. L'exemple des banques et des PTT, mais aussi l'exemple des luttes dans l'armée montrent sur une petite échelle les conséquences profondes de l'intervention des révolutionnaires dans la jeunesse pour leur propre impact à venir sur des terrains stratégiquement plus importants que l'université : les entreprises, l'armée... La conséquence en est qu'il ne s'agit plus, comme au début du siècle, d'arracher quelques intellectuels bourgeois à leur classe d'origine ou à leur avenir d'élite, mais dans cette phase de pourrissement du système capitaliste et de crise du stalinisme, de gagner la masse de la jeunesse à la révolution socialiste.

LA « CRISE » DU MOUVEMENT ETUDIANT ET LYCEEN ?

On a eu tendance après mai 68 à considérer que le « mouvement » étudiant et lycéen était mort. L'analyse fut avancée qu'il ne pourrait renaître, massif et unifié que lorsque les marxistes révolutionnaires auraient conquis une implantation conséquente dans la classe ouvrière qui permettrait de donner aux luttes de la jeunesse scolarisée leur débouché : la jonction avec les luttes des travailleurs. C'était confondre plusieurs aspects : il est vrai que les mobilisations croissantes des étudiants ont abouti parfois à des impasses, dans un premier temps, les réponses immédiates trouvées furent le refus des études, la fuite des facultés, le contre-pied des normes et valeurs bourgeoises, le découragement aussi et les réponses ultra-gauches, anti-syndicales au sein des entreprises, confondant les directions traitées avec l'ensemble des travailleurs qui les suivaient encore. La force du mouvement de masse avait été telle en mai 68 que les organisations révolutionnaires paraissaient à certains dérisoirement petites et impuissantes. D'autres cadres du mouvement étudiant tiraient au contraire la leçon de ces luttes : la nécessité d'une stratégie révolutionnaire et d'un travail en profondeur dans la classe ouvrière : ils venaient alors renforcer les organisations d'extrême-gauche. Mais les racines profondes de la radicalisation de la jeunesse loin d'être mortes faisaient mûrir de nouveaux mouvements de masse plus larges socialement (extension aux CET), mieux organisés, s'étendant à de nouvelles générations (jeunesse des lycées dans les dernières mobilisations), plus massifs qu'en mai 68. Les étudiants, les lycéens, les jeunes des CET entraient en lutte simultanément. De nouveaux terrains de lutte se découvraient qui touchaient la classe ouvrière elle-même. (cf. le MLAC, l'anti-militarisme, la lutte contre l'oppression des femmes). De nouvelles exigences s'imposaient pour notre travail de masse, nous y avons mal été préparés.



L'HETEROGENEITE DES SECTEURS DE LA JEUNESSE : QUELLE ORIENTATION DES REVOLUTIONNAIRES ?

Les camarades de la T 2 insistent sur l'hétérogénéité des divers secteurs de la jeunesse d'une part, et sur la façon différenciée dont des thèmes similaires (cf. sexualité) sont vécus dans la jeunesse intellectuelle ou dans la classe ouvrière. Nous affirmons quant à nous : le rôle des révolutionnaires, à l'inverse des réformistes ou de la bourgeoisie, n'est pas de perpétuer ces différences mais de peser au contraire sur ce qu'il y a de commun dans les mobilisations en les appuyant sur un socle **programmatique unifié** sur des bases de classe, en luttant pour que l'ensemble des secteurs en lutte adopte un point de vue de classe, un langage compréhensible à tous. Le sens de l'évolution historique est non pas, comme l'affirment les camarades de la T 2 l'hétérogénéité croissante des mobilisations des divers secteurs, mais leur convergence.

Quelles réponses organisationnelles apporter en conséquence pour le travail de masse ? Les camarades de la T 2 nous reprochent d'étouffer les CET par les lycées (différences culturelles et sociales). Nous répondons à cela tout d'abord que les mobilisations lycéennes ont plutôt massivement stimulé la première entrée en lutte important des CET et qu'il y a moins de barrières culturelles et sociales entre un lycéen et un jeune de CET qu'entre un jeune de CET et un enseignant ou autre adulte qui vient lui porter la bonne parole (pratique qui a été un échec total). Pour autant, nous sommes évidemment pour l'auto-organisation de chaque secteur en lutte et sommes parfaitement d'accord avec les camarades de la T 2 qui pensent qu'il était nécessaire en 73 à la fois de coordonner les luttes des lycées-CET et facs et en même temps d'aider à la structuration propre du milieu CET en lutte.

Mais nous pensons que des jonctions du même type et plus durables pouvaient et pourront s'opérer sur d'autres terrains, stimulant la radicalisation et l'auto-organisation des jeunes des CET à partir des rapports de forces acquis localement dans les lycées.

Au niveau de l'avant-garde elle-même, oui, camarades de la T 2, nous sommes pour que se retrouvent dans une même organisation de jeunes communistes, des jeunes travailleurs, lycéens, apprentis, jeunes des CET garçons et filles, cent fois oui. Le socle programmatique commun, communiste, le permettra, comme dans le parti que nous voulons construire et nous saurons là, comme dans le parti lutter contre les inégalités sociales et culturelles. La volonté d'une action coordonnée dans les divers secteurs autour de cibles de lutte communes exige qu'une direction unique du travail jeune se combine avec l'organisation spécifique nécessaire de chaque secteur (lycéen, étudiant, CET).

GOMMONS-NOUS LES RAPPORTS DE FORCES POLITIQUES DANS LA JEUNESSE ?

Avons-nous une vision linéaire et optimiste du poids possible des marxistes révolutionnaires dans la jeunesse scolarisée,

gommions-nous la faible emprise des révolutionnaires dans la classe ouvrière ? Nous reconnaissons volontiers avoir une vision optimiste sur ce plan. Mais elle se fonde précisément sur le mode de radicalisation de la jeunesse sur lequel insistent tant ces mêmes camarades : l'aspect radical, idéologique de cette radicalisation, sa démarche (1), c'est répétons-le ce qui explique qu'il s'agit d'un maillon faible du stalinisme et du capitalisme. L'organisation communiste de jeunes que nous pensons nécessaire à brève échéance reflète à la fois l'impact important des révolutionnaires dans la jeunesse et en même temps l'instabilité, le caractère idéologique de cette radicalisation. L'inadéquation d'une organisation révolutionnaire adulte pour y répondre car celle-ci exige une discipline, une rigueur militante et y compris une stabilité sociale que la masse des jeunes non encore insérés socialement n'accepte pas d'emblée. En même temps, l'Organisation communiste de jeunes que nous proposons est à la mesure de ce qu'est le FCR, elle serait une véritable école du communisme sur la base du programme du FCR et de la IV^e Internationale, ce que ne permettent pas les Comités rouges actuels. Elle permettrait de donner à l'ensemble des jeunes qui y viendraient une vision globale de leurs tâches, de celles du FCR, tout en illustrant pratiquement le programme du FCR dans les mobilisations de la jeunesse avec un langage et un style approprié. Mais le FCR n'est pas la seule organisation d'extrême-gauche et les réformistes ont eux-mêmes leurs réponses dans la jeunesse. La masse des jeunes qui se radicalisent ne sont pas prêts à adhérer à nos structures sympathisantes. L'OCJ, pas plus que nos Comités rouges (bien qu'elle aurait plus d'impact) ne se substituerait donc à un travail de masse nécessaire exigeant des cadres unitaires autour de cibles de luttes, des structures d'auto-organisation démocratiques de chaque milieu lors de luttes ponctuelles. Cette organisation communiste de jeunes devrait être à l'avant-garde de toutes les mobilisations dans la jeunesse tant par la défense des jeunes et des femmes contre leur oppression, que dans l'animation de luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes, le soutien aux luttes ouvrières, l'impulsion de débats sur tous les problèmes de la vie quotidienne combattant les caricatures de socialisme qui se proclament à l'Est. Une telle orientation démultiplierait les forces du FCR dans la jeunesse tout en lui permettant de stabiliser ses propres rangs autour de priorités d'implantation dans la classe ouvrière.

Nous disons que les raisons qui ont permis de gagner au programme révolutionnaire une masse de jeunes qui suivaient les staliens avant mai 68, sont encore plus vraies après mai 68, aujourd'hui où nous commençons à jouer un rôle actif au sein des entreprises.

(1) Ce n'est donc pas principalement l'analyse des origines ou de l'avenir social des jeunes qui fondent sur ce plan principalement notre optimisme. La question des rapports de forces est liée à l'analyse du mode d'adhésion des jeunes au programme révolutionnaire (démarche différente de celle des prolétaires les plus exploités).

tendance 4 A propos de la « réponse » de la T2 à la T4

« LES LUNETTES ROSES DE L'AUTOSATISFACTION »



■ La « réponse » de la T2 est affligeante : au-delà de l'inflation des adjectifs (menchévisme, bordighisme, posadisme, pablisme, lambertisme...) qui relève du plus mauvais amalgame polémique, elle se résume à un exercice de pure autosatisfaction rétrospective. Ce à quoi nous invite aujourd'hui la T2 c'est à chausser ses lunettes roses pour relire avec autant de désinvolture Lénine et l'histoire de notre courant...

COMMENT LA T2 BOULEVERSE LA SCIENCE

La tendance 2 fait appel au bon sens : construire le parti révolutionnaire c'est « gagner à nos idées » les travailleurs les plus avancés. La tendance 4 n'a jamais prétendu le contraire. Ce qu'il convient de savoir c'est à partir de quelle méthode il est possible d'atteindre cet objectif. La T2 introduit une étrange proposition selon laquelle seule « l'exploitation » des « maillons faibles » de l'influence réformiste « permettrait de répondre aux besoins objectifs des masses et de ne pas adapter la propagande révolutionnaire » à la conscience moyenne modelée par les réformistes ! En clair, cela signifie que les besoins objectifs des masses sont exprimés spontanément par « la nouvelle avant-garde » qui « échappe (enfin) à 40 ans de stalinisme ».

Il est certes important de tenir compte du développement inégal de la radicalisation ouvrière et de la conscience de classe mais croire comme la T2 que la conscience des éléments les plus avancés peut prémunir contre l'adaptation « à la conscience moyenne des masses modelée par le réformisme » ne conduit qu'à un autre adaptationisme politique, celui qui met au poste de commande « les aspirations de la NAG » et non les besoins objectifs des masses. Ceux-ci ne peuvent être déterminés qu'à partir de l'analyse concrète de la situation concrète et non pas de son reflet déformé dans la conscience des travailleurs y compris les plus avancés.

« Nous savons que la conscience de chaque classe sociale est déterminée par des conditions objectives, par les forces productives, par l'état économique du pays, mais cette détermination ne joue pas de manière mécanique. La conscience en général retarde ; elle retarde sur le développement économique d'une manière qui peut être plus ou moins marquée (...). Dans une grande mesure, ce retard signifie que les travailleurs ne sont pas à la hauteur des tâches imposées par les conditions objectives. Lors d'une crise par contre, ce retard peut être catastrophique (...) Cette analyse est le point de départ de notre activité. Le programme doit exprimer les tâches objectives des travailleurs plutôt que refléter leur arriération politique. Le programme doit rendre compte de la société comme elle est, car il est lui-même un instrument pour lutter contre cette mentalité arriérée de la classe ouvrière et pour la vaincre » (L. Trotsky)

Ainsi en est-il de la bataille contre l'Union de la gauche qui passe par l'affrontement tant contre les formes les plus primaires de « l'anti-révisionisme » que contre les illusions que véhiculent encore

largement les travailleurs avancés eux-mêmes.

En retour, seule la prise en compte des besoins concrets de la classe dans son ensemble permet de ne jamais dissocier nos tâches de politisation et d'organisation des éléments radicalisés d'une démarche politique résolument tournée vers les plus larges masses. A défaut, c'est effectivement dans l'étapisme en matière de construction du parti que l'on sombre inévitablement. L'étapisme ne signifie pas constater l'existence de moments différents dans le développement des rapports de l'avant-garde communiste à la classe ouvrière. Du groupe de propagande marginal au parti dirigeant l'insurrection prolétarienne existent de nombreuses phases intermédiaires au cours desquelles ce rapport se modifie profondément procurant aux communistes des responsabilités pratiques toujours plus lourdes. Cela influe sur les tactiques mises en oeuvre par les communistes pour faire entrer les masses en action, mais ne peut modifier la méthode générale, la stratégie de construction du parti. Or la méthode d'élaboration du programme communiste dont nous débattons est bien une question d'ordre stratégique.

La T2 récusé, en citant Lénine, l'accusation d'étapisme que nous portons contre sa méthode de construction du parti. Dans le passage cité de « La maladie infantile du communisme » Lénine souligne en effet la nécessité de gagner les masses à la révolution prolétarienne après avoir gagné l'avant-garde. Cependant ce que la T2 se garde bien de préciser c'est que cette avant-garde n'a strictement rien de commun avec « l'avant-garde large ayant rompu empiriquement et confusément avec le réformisme », puisqu'il s'agit des fractions communistes issues de la social-démocratie dans les années 20, après la victoire de la révolution d'octobre et la formation de l'Internationale communiste... rien que cela.

En conclusion, la T2 rappelle que les Menchéviks furent les plus ardents détracteurs de Lénine qu'ils accusaient de vouloir isoler l'avant-garde des masses. Encore une fois l'avant-garde en question, c'est le parti communiste lui-même et c'est bien cette confusion permanente entre avant-garde communiste et « nouvelle avant-garde » qui s'apparente beaucoup plus au menchévisme qu'au bolchévisme.

La T2 nous somme enfin d'expliquer ce que sont les revendications transitoires en tant que telles, distinctes des revendications élémentaires ou démocratiques. Le Programme n'est pas réductible à un simple catalogue de revendications indépendant de l'unité de méthode et de contenu de la démarche transitoire. Le caractère transitoire d'un mot d'ordre découle de sa relation à la totalité de cette démarche qui doit être restituée en permanence, dans la perspective de la lutte pour le gouvernement ouvrier et la dictature soviétique du prolétariat. Un mot d'ordre n'est pas transitoire seulement parce qu'il est isolément « inintégrable » par la bourgeoisie mais parce qu'il permet aux masses de prendre consciemment le chemin du pouvoir. Or tous les mots d'ordre n'ont pas également cette

vertu quelque soit le degré de mobilisation qui les porte ; ainsi, le mot d'ordre de « nationalisation sous contrôle ouvrier » pose beaucoup plus directement le problème du pouvoir que celui des « augmentations uniformes ». Il n'est pas faux d'affirmer que certaines revendications démocratiques peuvent prendre une valeur transitoire « en fonction d'un rapport de forces donné, d'un contexte donné » (ex : les droits démocratiques dans l'armée) mais cela ne justifie en rien la démarche qui consiste à s'en tenir à la juxtaposition de revendications démocratiques et de slogans révolutionnaires. Au contraire cela ne rend que plus impérativement nécessaire la mise en oeuvre d'une démarche transitoire globale :

« Le vieux programme minimum est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne ».

Ainsi n'est-il pas erroné de se battre pour « le droit d'expression et d'organisation des soldats » mais précisément parce que cette lutte démocratique « conduit inévitablement au-delà des limites de l'Etat bourgeois », elle doit ouvrir la voie à des mobilisations plus avancées qui contribuent à rendre consciente cette portée objective (par exemple la lutte contre l'OTAN, contre les tribunaux militaires, contre l'armée coloniale dans les TOM-DOM, etc.) et à une propagande propre de l'organisation intégrée à la perspective générale du gouvernement ouvrier (dénonciation de la « défense nationale », instruction militaire sous contrôle syndical, milices ouvrières, etc.)

Autre exemple, dans la Fonction publique, les augmentations uniformes ou l'exigence d'un salaire minimum ne sont pas par nature « transitoires ». Mais la mobilisation des masses sur ces mots d'ordre affronte toute la politique du pouvoir. La tâche des communistes est encore une fois de rendre consciente cette portée objective, de jeter un pont dans le sens de l'affrontement uni contre le pouvoir, d'élargir la base sociale et politique de la mobilisation en permettant aux éléments les plus avancés de s'approprier le programme sous sa forme la plus concrète : pour le salaire minimum et les augmentations égales ! contre les contrats et le budget ! Pour l'échelle mobile des salaires, pour le gouvernement PS-PC !

COMMENT LA T2 REECRIT L'HISTOIRE

Contre nos critiques « insuffisamment étayées », la T2 se prévaut de son élaboration programmatique depuis 1968. Fort bien, mais selon ses propres termes « la pénétration dans les masses du programme ne dépend pas de son seul contenu mais des voies choisies pour le propager ».

On pourrait ainsi discuter de l'utilisation pratique faite par l'organisation du Manifeste et du Programme d'action. Il faudrait aussi demander à la T2 quelle vertu autre que « métaphysique » ont des mots d'ordre comme, « Giraud, c'est ton dernier tango ! Miguel Enriquez, étendard de guerre de la classe ouvrière ! Une seule solution, la révolution ! (lors de la marche sur Lip et du 6 décembre, etc... qui font tout le sel du travail « agitateur » de l'organisation depuis un an. Il faudrait aussi demander quelle bataille concrète a été menée sur l'unification syndicale (autres que des « initiatives à la base ») sur les comités de grève et contre « les pratiques ultra-gauche d'isolement de l'avant-garde » : à Lip, avec le soutien au comité d'action érigé en « direction révolutionnaire empirique » ?, etc. Le même alignement sans principe sur « tous ceux qui luttent » a conduit au fil des années à soutenir politiquement quasi inconditionnellement, l'OLAS, la signature des « accords de Paris », le MIR, l'exécution de Carrero Blanco...

La T2 aligne par ailleurs une liste impressionnante de manifestations auxquelles les marxistes révolutionnaires ont participé aux côtés des réformistes, comme gage de sa compréhension des exigences du « Front unique ». Examinons en deux exemples récents : sans travail de masse préalable, après une participation à la manifestation unitaire du 20 juin (sur les seuls mots d'ordre : auto-défense ouvrière, meeting fasciste-meeting interdit), sans situer clairement les carences des directions réformistes, la Ligue communiste s'est crue couverte par le « parapluie démocratique » pour participer à « l'initiative » du 21 juin que la T4 qualifie effectivement d'ultra-gauche et d'irresponsable. Enfin, après la dissolution et le meeting du Cirque d'hiver, Rouge, se flattant d'avoir contraint le PC à « prendre la défense des trotskystes » n'a pas même dénoncé la politique démagogique des réformistes en la matière.

Le 6 décembre 73, Rouge participait à juste titre à la manifestation syndicale, mais pour y faire une pure surenchère économiste de gauche (préparer un nouveau mai 68 à l'heure Lip) en éludant totalement la question centrale : pourquoi les directions se refusent à organiser l'offensive politique contre le régime ?

La T2 donne comme autre exemple de sa compréhension du « Front unique » la marche sur Lip qui « correspondait à la nécessité objective du soutien ». Mais est-ce au nom de cette même « nécessité objective » que l'organisation n'a mené aucune bataille générale de solidarité après l'invasion policière ? A de fait passé sous la table le mot d'ordre de « nationalisation sous contrôle ouvrier » (que l'AGOL risquait de trouver « réformiste »... ?)

Enfin, la T2 fait l'éloge des campagnes électorales et nous met au défi d'y voir une « adaptation à l'avant-garde large ». Les camarades de la T2 ont, il est vrai, le bilan fort « sélectif ».

Plus question ici des législatives de 73 : le vote pour les radicaux de gauche peut difficilement passer pour une lutte « contre toute coalition avec la bourgeoisie ». Autre « oubli », la grandiose « opération Piaget », la T2 devra sans doute reconnaître que c'était là une campagne indépendante de toute base d'accord programmatique, non seulement entre ceux qui soutenaient cette candidature, mais aussi, entre Piaget et nous.

Reste la propagande pour le gouvernement des travailleurs définie exclusivement « par ses tâches » lors des présidentielles de 74... Quitte à décevoir la T2 nous ne qualifierons pas ce mot d'ordre de « maximaliste » mais d'opportuniste et de droitier. Car en se refusant à mener clairement la lutte pour le gouvernement PC-PS, il résume toute une problématique : incapacité à caractériser l'Union de la gauche comme front populaire, illusions sur la « dynamique classe contre classe », incapacité à dénoncer toutes les coalitions avec la bourgeoisie... Précisons puisqu'il en est encore besoin, que le « gouvernement PC-PS n'a en rien, à lui tout seul une valeur transitoire ». En revanche nous réaffirmons que dans la conjoncture présente, plus que jamais la construction du parti et la lutte contre les illusions réformistes impliquent indissociablement la lutte pour la constitution d'un gouvernement indépendant des organisations ouvrières et une agitation inlassable autour du programme transitoire et des tâches qui doivent être celles d'un tel gouvernement. Ce n'est qu'ainsi comprise que la lutte pour le gouvernement ouvrier peut prendre son « énorme valeur éducative » pour affranchir les éléments les plus avancés du prolétariat des vieilles directions, telle n'est pas l'orientation que propose la T2.

Enfin, avec une mauvaise foi peu honorable, la T2 laisse entendre que nous ferions preuve de « légèreté » au regard de la priorité de « l'implantation ouvrière ». Mais ce que nous dénonçons ce n'est pas cette priorité en tant que telle, c'est l'illusion selon laquelle il suffit de privilégier la « cible » de l'AGOL par rapport aux autres AGL pour corriger la tendance au contournement politique des besoins objectifs des masses.

Or, cette tendance est bien loin d'être combattue dans la conception Tendance 2 du programme. Selon elle, la T4 réduirait « le rapport de l'avant-garde et des masses à un dialogue programmatique ». On peut craindre que la Tendance 2, elle, réduise le programme lui-même à un pur interview de l'avant-garde ouvrière large. Et cela les conduit loin dans l'effacement politique : à force de rechercher « les voies pour propager le programme », « les maillons faibles », l'organisation est passée à côté des possibilités d'intervention décisives qui s'offraient à nous dans la période récente. Malgré une sérieuse implantation dans les PTT, le suivisme par la recherche désespérée d'une avant-garde ouvrière large alors que c'étaient les masses qui s'opposaient objectivement à la politique des appareils, a conduit à ce que l'échelle mobile des salaires, les comités de grève, la dénonciation de la collaboration politique (cf. lettre Ségué, Giscard), le mot d'ordre gouvernemental ne sortent qu'après la bataille... ou restent dans nos bibliothèques.

Le débat n'est donc pas entre ceux qui sont « armés d'un programme indépendant de toute situation concrète » et ceux qui font des « efforts » et « cherchent des voies » pour l'implanter dans les masses. Il est bien entre ceux qui entendent affronter tous les problèmes de la lutte de masse, selon la même méthode, celle du programme de transition, et les tenants d'un « tournant ouvriériste » lourd d'adaptationnisme politique : « considérer la mentalité des masses comme le fait fondamental ne correspond pas à une politique scientifique mais à une politique conjoncturelle, démagogique ou aventuriste » (L. Trotsky).

Quand, des législatives aux présidentielles, du 21 juin au 6 décembre, en passant par Lip, les « erreurs ponctuelles » de notre courant concernent des moments essentiels de la lutte des classes depuis un an, cela commence effectivement à ressembler à une ligne permanente. Concédons qu'oscillant entre pulsions ultra-gauches et effacement politique face aux directions, cette ligne n'est guère rectiligne : ce ne sont là que les zig-zags d'un cours empiriste et centré. Ni plus, ni moins.

UN LIBERALISME EN TROMPE L'OEIL



Quatre jours de trémolos sur le respect de la vie, avec battements de coeur de fœtus et appel à une politique familiale à l'appui, quatre jours de grand guignol comme la démocratie bourgeoise en offre à ses meilleurs moments, et une loi.

Cette loi, nous l'avions déjà analysée quand elle n'était qu'à l'état de projet. Le vote du Parlement a encore accentué ses aspects répressifs.

— **Loi de classe** : car elle ne prévoit pas le remboursement par la Sécurité Sociale, car elle multiplie les formalités complexes (visite à un médecin, puis à un organisme social, re-visite à un médecin avec confirmation écrite). Que fera, face à cette avalanche administrative, une femme désemparée, traumatisée, une travailleuse immigrée qui ne sait pas lire ? Elle avortera clandestinement.

— **Loi hypocrite** : Si l'on passe sur le préambule du projet de loi qui parle du « respect de la vie » et sur l'emploi du terme « interruption de grossesse » au lieu d'avortement parce que ça choque moins (Ah ! la fétichisation bourgeoise des mots !), on trouve des clauses plus inquiétantes. Tout médecin, toute infirmière, tout chef de clinique, sans contrat avec l'administration, peut refuser de pratiquer l'avortement : « c'est la clause de conscience » qui peut aboutir à un renvoi des femmes d'un hôpital à l'autre, d'un service à l'autre.

— **Loi répressive** : Toute propagande sur l'avortement étant interdite, le G.I.S. et le M.L.A.C. peuvent être dissous au terme de la loi.

— **Loi d'oppression des femmes** : Les femmes ne sont pas libres de leur corps. Elles doivent rendre des comptes à des médecins et autres psychologues. La loi prévoit même que c'est le couple « quand cela est possible » qui doit effectuer les consultations... ! sans parler des mineures qui ont besoin de l'autorisation des parents. Le médecin, le père, le mari ou l'amant : les intermédiaires, les véhicules de l'oppression ne changent pas ! !

ENTRE « LIBERALISME » ET REPRESSION...

La loi sur l'avortement constitue le fleuron du « libéralisme » giscardien. En jouant la carte libérale depuis son élection, Giscard s'est donné pour objectif de rallier des voix qui s'étaient portées sur Mitterrand, et d'élargir sa base sociale : en se montrant tolérant, en s'adaptant à « l'évolution des mœurs », il s'était donné comme projet de détourner la radicalisation sur ces thèmes. **Opération en partie réussie.**

Une frange notable de l'opinion favorable à l'avortement depuis longtemps s'est sentie représentée par « la courageuse Madame Weil » (comme le dit le Nouvel Observateur et autres hebdomadaires de gauche) en butte aux hordes réactionnaires, même si l'absence de remboursement par la sécurité sociale diminue beaucoup la portée de la loi.

A quoi il faut ajouter le contexte social du vote au Parlement. Le gouvernement maniait la matraque, investissait les centres de tri, faisait donner l'armée pour casser la grève des éboueurs. Pendant ce temps, les journaux, même ceux de la gauche libérale, tiraient sur l'avortement, le progressisme courageux du gouvernement... Il est certain que le pouvoir giscardien a utilisé le vote de cette loi pour occulter l'importance des luttes ouvrières en cours et imposer une image de marque « libérale » alors même qu'il s'affrontait à une frange du mouvement ouvrier.

Enfin, en faisant voter un projet de loi par la gauche tout entière, Giscard a réussi à « compromettre » l'opposition dans une opération politique commune. C'est dans le même ordre d'idée qu'il convoquait les dirigeants des partis d'opposition à le rencontrer à l'Élysée pour débattre des « questions d'intérêt national », opération, celle-là, ratée comme chacun le sait après les initiatives de Poniatowsky contre le PC.

UNE VICTOIRE A LA PYRRHUS

Doit-on, pourtant, considérer le vote de la loi sur l'avortement comme un triomphe pour le gouvernement ? Assurément non. Le débat au Parlement a montré :

— **L'absence de cohésion de la majorité gouvernementale**, et donc la faiblesse de la base sociale et électorale de Giscard. Ce sont les Républicains Indépendants, parti de Giscard lui-même, qui ont fourni le moins de votes



positifs... suivis par l'UDR. Cette capacité de la majorité à éclater sur un simple projet de loi est grosse de tensions futures.

— **La difficulté de la majorité actuelle à assumer le « libéralisme » giscardien** étant donné sa base électorale réactionnaire et ses intérêts de caste politique en ce qui concerne l'UDR.

Ce réseau de contradictions n'est pas prêt de se dénouer. La majorité giscardienne n'a plus les moyens de s'élargir : il lui faudrait mordre sur l'Union de la Gauche. Or, ce n'est pas parce que celle-ci a voté le projet de loi qu'elle est prête à collaborer, même ponctuellement, avec le gouvernement. La polarisation politique, la dynamique de classe qui existe derrière l'Union de la Gauche, rendent impossible l'élargissement à gauche de la majorité actuelle.

QUELLES PERSPECTIVES AUJOURD'HUI

Loi de classe, loi traumatisante pour les femmes. Certains, notamment au sein des Comités MLAC « dissidents » disent qu'il faut refuser la loi, et continuer à organiser des réseaux parallèles d'avortement. Cette solution est une impasse. Oui, la structure hospitalière est inhumaine et traumatisante. Elle l'est pour l'avortement, ne l'est-elle pas aussi pour l'appendicite ou l'accouchement, sans parler des cas plus sérieux ? Va-t-on organiser des réseaux parallèles d'accouchement ? et pourtant, quoi de plus horrible que d'accoucher dans une salle glacée, avec la peur au ventre et une sage-femme surmenée qui dit en avoir marre du « cinéma des femmes » ?

La lutte doit se mener dans l'hôpital même, avec les travailleurs de la Santé. Sur l'avortement, il reste à imposer :

— le remboursement par la sécurité sociale ;

— l'amélioration des structures hospitalières ; l'augmentation des effectifs qui permettent une réelle prise en charge des avortements ;

— l'abrogation des dispositions répressives de la loi contre le MLAC et le GIS et une information sur l'avortement et la contraception ainsi qu'une réelle éducation sexuelle.

Cette lutte est celle du MLAC, mais aussi des groupes femmes et des sections syndicales, tout particulièrement dans les hôpitaux. Elle est inséparable d'une réflexion en profondeur aujourd'hui, sur l'oppression des femmes et l'organisation de la santé capitaliste.

FREDERIQUE

1). Coordination des comités, rue Guy de la Brosse, 20 H 30

2). La coordination parisienne des comités qui s'est réunie le vendredi qui a suivi le vote de la loi à l'Assemblée a décidé d'organiser

SAMEDI 7 A 15 H

une mobilisation militante sur un parcours significatif qui partira du Métro Anvers (près de la Sécurité Sociale, 69 bis rue de Dunkerque) passera par l'hôpital Lariboisière et se terminera devant un autre centre de Sécurité sociale, pour le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale.

abonnez-vous ! on en a besoin, et on fait un beau cadeau !

La grève des PTT vient malheureusement de se terminer. ROUGE va donc reprendre la campagne d'abonnements commencée en octobre dernier. Jusqu'au 7 janvier, il va être possible de souscrire un abonnement

avec en supplément « Questions sur la Révolution » d'Alain Krivine.

Il est important que les lecteurs soient nombreux à répondre à cet appel. Une nouvelle année est toujours un moment difficile à passer pour un journal.

D'autre part, tous les abonnements de cette année sont prolongés de six semaines, c'est à dire l'équivalent de la durée de la grève des postiers. Bien entendu, tous les numéros parus durant cette période seront envoyés.

Mais une fois encore, camarades, abonnez-vous ! En plus du plaisir, ce sera un geste militant.

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

PAIEMENT :
A L'ORDRE DE ROUGE
par avion : écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 3 F et la dernière bande.

Directeur de publication :
Henri Weber
les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

TARIF DES ABONNEMENTS	
Pour	la France
ouvert	120
fermé	200
ouvert	150
fermé	250
six mois	60
six mois	100
Abonnement pour les collectivités	
pli ouvert	France
un an	100
six mois	50
pli ouvert	étranger
un an	120
six mois	60

LES MENEURS PELLETIER, TAURUS
ET RAVET PASSERONT AU
T.P.F.A. ...

ET LES 107
AUTRES MENEURS ?



Il y a un mois, Robert Pelletier était kidnappé par les gendarmes à son arrivée en permission gare d'Austerlitz. Dans le même temps, ses deux camarades, Serge Ravet et Alex Taurus, étaient arrêtés dans le corps où ils avaient été mutés.

Immédiatement, tous trois étaient emmenés sous bonne garde à la prison des Baumettes de Marseille. Ils y sont encore. Prochainement, ils passeront en tribunal militaire.

Que leur est-il reproché ? D'avoir comme 200 autres soldats du 19^e R.A. de Draguignan, manifesté en uniforme dans les rues de la ville le 10 septembre. Alors pourquoi un tel déploiement de zèle répressif contre ces 3 soldats et eux seuls ?

C'est que Draguignan est devenu pour tout le contingent et la jeunesse un symbole. Un symbole intolérable pour l'Institution militaire et qu'il s'agit pour elle d'abattre par tous les moyens. Et d'abord en essayant de donner corps à la fable grotesque du complot, d'une machination fomentée par 3 « super-meneurs »... Puis en frappant impitoyablement ces boucs-émissaires de façon à décourager tous ceux qui, dans le contingent s'aviseraient de reprendre le flambeau de Draguignan...

Pour grossière qu'elle soit, la manoeuvre du pouvoir n'en constitue pas moins un danger redoutable. La récente condamnation du chasseur Jean Fournel à un an de prison a été ressentie très profondément dans le contingent. Aujourd'hui, il s'agit de se mobiliser pour éviter qu'une condamnation plus sévère encore ne vienne frapper Pelletier et ses camarades. Car une telle condamnation ne pourrait être comprise dans le contingent que comme un coup très dur porté à l'ensemble des soldats combattifs. Elle retomberait sur l'ensemble du mouvement ouvrier.

UNE GROSSE FICELLE

L'urgence de cette mobilisation est d'autant plus grande que le pouvoir a tout intérêt à voir l'affaire menée le plus rondement possible.

L'instruction est menée tambour battant et il n'est pas exclu que les militaires s'efforcent de faire venir l'affaire devant le tribunal aux alentours des fêtes de fin d'année. Inutile d'épiloguer sur la finesse de la manoeuvre...

Il n'y a pas un jour à perdre ! Seule une campagne massive, offensive, regroupant largement toutes les composantes du mouvement ouvrier pourra contraindre la justice militaire au recul. Une campagne qui se trouve déjà largement engagée aujourd'hui mais qu'il faudra décupler dans les jours, les semaines à venir.

LES OBJECTIFS ACTUELS

Dans sa phase actuelle, cette campagne est déjà parvenue à réaliser un certain nombre d'objectifs importants. Un comité de soutien aux soldats emprisonnés s'est mis en place, constitué de personnalités. Il a déjà édité une affiche et jouera durant toute la campagne un rôle d'impulsion. Les organisations anti-militaristes et notamment le CDA se sont également mobilisés. Dans les villes, dans les quartiers, sur les marchés, la population et les permissionnaires sont informés du déroulement de la campagne en faveur de Pelletier et ses camarades et invités à s'y associer.

Mesurant l'enjeu de cette bataille, contre la répression militaire, les organisations ouvrières s'associent également à la dénonciation de l'arbitraire qui frappe ceux de Draguignan. L'« Humanité », l'« Unité », la « Vie ouvrière », « Syndicalisme Hebdo » se sont faits l'écho de la protestation contre l'emprisonnement des 3 soldats et la condamnation de Fournel. Waldeck L'Huilier, député communiste des Hauts de Seine, soutenu par plusieurs autres députés du PC a déposé à l'Assemblée 2 questions écrites à Soufflet, exigeant la libération de Pelletier et ses camarades. La Jeunesse communiste a entrepris des actions de soutien à ceux de Draguignan.

POUR L'UNITE

Dans de nombreuses villes, les organisations ouvrières participent activement au développement de la campagne de solidarité. A Gennevilliers, un nouveau meeting devrait se tenir courant décembre. A Argenteuil, un comité de soutien s'est mis en place, dont on doit regretter que soient exclus les révolutionnaires et les anti-militaristes. A Aix, Lyon, Rouen, Beauvais notamment, des sections ou des UL-CFDT se sont engagées dans la

libérez les soldats de Draguignan: pelletier et ses camarades



campagne : dans certaines villes, comme Brest, le Parti socialiste y joue également un rôle actif.

L'Unité la plus large tissée autour des soldats emprisonnés est une des conditions du succès de la campagne. Plus que jamais les exclusives doivent être combattues et l'unité d'action contre la répression réalisée systématiquement.

Dans de nombreuses villes, des meetings de soutien se sont tenus ou doivent se tenir. A Beauvais, une réunion tenue à l'initiative d'une dizaine d'organisations a réuni 180 personnes. Dans toute la France, de tels meetings se tiendront qui dresseront un mur de solidarité autour de Pelletier et ses camarades. Le 16 décembre, un meeting parisien se tiendra à la Mutualité. Une journée nationale d'action et de protestation est en préparation.

Aucun effort ne sera négligé pour placer la justice militaire face à ses responsabilités. Aucun secteur ne demeurera inactif. Le 27 novembre, 16 comités de lycées parisiens de soutien

aux soldats emprisonnés se sont réunis. Ils ont affirmé, en tant que regroupement de futurs appelés, leur détermination à amplifier la campagne dans les lycées.

Les soldats ne demeurent pas non plus inactifs. Les comités de soldats feront entendre leur voix dans la campagne. Ils défendront Pelletier et ses camarades comme les leurs.

Le pouvoir a cherché cette épreuve de force. Il ne néglige rien pour intimider les soldats combattifs : Pelletier, Taurus et Ravet se sont vu refuser la liberté provisoire. Fournel, condamné subit aux Baumettes toute une série de brimades. Il a dû menacer de commencer une grève de la faim pour que les matons cessent de bafouer ses droits.

Nous pouvons contraindre le pouvoir et la hiérarchie militaire au recul. Pour gagner, jusqu'au procès, mobilisation générale !

**A BAS LA JUSTICE MILITAIRE !
LIBEREZ FOURNEL, PELLETIER ET
LEURS CAMARADES !**



SOUTIEN DE SYNDICATS

CFDT Assedic Bouches du Rhône et Vaucluse.

CFDT CRAM.

CFDT Banques des Bouches du Rhône.

36ème Congrès FGM-CFDT tenu à Grenoble les 21-24 novembre.

Syndicat CFDT de la préfecture de Paris.

Sections SNES, SGEN-CFDT, SNETP-CGT du lycée technique et du CET Victor Puisieux d'Argenteuil.

La commission exécutive départementale CGT de l'Enfance inadaptée de Seine-Maritime.

La section CFDT-RATP (Section Championnet)

appel

DU COMITE POUR LA LIBERATION DES SOLDATS EMPRISONNES

Dès aujourd'hui, il s'agit de populariser partout le cas des soldats emprisonnés en faisant signer massivement la pétition nationale dans les entreprises, les lycées, les facultés, les marchés, de collecter de l'argent pour assurer leur défense.

Les comités unitaires qui se créent dans toutes les villes à l'image du comité de personnalités organisent des meetings, des

réunions d'information, des prises de parole qui pourront culminer par une journée nationale d'action et d'information.

Le jour du procès, dans toutes les grandes villes, des manifestations de masse unitaires traduiront l'exigence de centaines de milliers de travailleurs: « Libérez Pelletier, Fournel et tous les soldats emprisonnés ! ».

Le chasseur Jean Fournel, du 22^e BCA de Nice, signataire de l'appel des cent, vient d'être condamné par le TPFA à un an de prison dont six mois fermes. Les 4 soldats de Frileuse attendent aussi de passer devant le Tribunal.

Depuis 3 soldats de Draguignan signataires de l'appel des cent ayant participé à la manifestation des jeunes appelés ont été arrêtés par la Sécurité militaire et sont emprisonnés aux Baumettes à Marseille. Ils passeront incessamment devant le TPFA et risquent une très lourde peine.

Il s'agit du brigadier Pelletier, militant CFDT, du soldat Ravet et du soldat antillais Taurus.

Agissant ainsi, le gouvernement veut briser la lutte des jeunes soldats, qui, notamment à travers l'appel des cent (signé aujourd'hui par plus de 4000 militaires) ou d'autres prises de position se battent pour obtenir des droits démocratiques élémentaires.

Les soussignés se déclarent solidaires des soldats de Draguignan, comme l'ont été dans tout le pays toutes les forces et organisations démocratiques et ouvrières.

Pour obtenir leur libération ainsi que celle de tous les soldats emprisonnés, ils décident de créer un comité de soutien aux soldats de Draguignan, et à tous les soldats emprisonnés.

Les soussignés s'engagent à mener dans le pays une large campagne unitaire allant dans ce sens.

SOUSCRIPTION MADAME PELLETIER BANQUE PARISIENNE DE CREDIT

303.7971.4

BANQUE :

9 RUE P.V. COUTURIER
ARGENTEUIL 95

TOUTE CORRESPONDANCE :
UL-CFDT

25 RUE LOUIS CASTEL
GENNEVILLIERS
92230

C'EST TRISTE A DIRE, MAIS LA POSTE REMARCHE ECRIVEZ-LEUR !

Robert PELLETIER Bâtiment B.013 Prison des Baumettes 13273 Marseille Cedex 02
Serge RAVET et Alex TAURUS même adresse
Jean FOURNEL Bâtiment A 195 - idem

signatures

Lucienne HAMON, Roger GARAUDY, Ariane MNOUCHKINE, Christian PIERRE, Patrice FINEL, Laurent SCHWARTZ, Roger FOIRIER, Julien BERTRAND, Germain DOMAINE, Nicolas BABY, Gilbert MARQUIS, Michel FIANT, Ariette LAQUILLER, Yves DECHEZELLES (avocat), BOURDET, Guy GUYOT, Jean CARDONNEL, Denis BERGER, Charles PIAGET, René DUMONT, Marguerite DURAS, Max-Pol FOUCHET, Pierre JOXE (député de la Saône-et-Loire), Jean-Paul SARTRE, Simone de BEAUVOIR, Marcel GARGAR (senateur de la Guadeloupe), Léopold HEDER (senateur de la Guyane), Daniel BENSARD, Henri WEBER, Gisèle HALIMI (avocate), Yves LACOSTE, Gérard de LA PRADELLE, Jérôme PEIGNOT, Jean ROUS, Bernard THOMAS, Laurent TIEFF, Jacques VALIER, Jean-Marie VINCENT, Mme CESAIRE (député de la Martinique), Daniel GUERIN, Pierre HALBWACHS, Pierre VIDAL-NAQUET, Jean CHESNEXUX, Jean-Pierre FAYE, Raymond GUGLIEMO, J. FLEURY (conseiller général de la Somme), E. JEAN-ELIE (maire)

Christian SUNT, Michel ABRAHAMIAN (signataire de l'appel des 100), Jean-Pierre TERNON (id.), Pierre ROTMAN (id.), Jean GALLOIS (id.), André POUCHET (id.), Victor LEDUC, Serge DEPAQUIT, Yvan CRAIPEAU, Claude MORETTI, Genevieve PETIOT, Baudouin ROCHEBRUNE, Pierre FRANK, ZMIROU, A. EVEN (avocat), François SABADO, Jean BERTHIER, Edouard DEPREUX, Roland CAYROL, Philippe IVERNEL, Michel MOUSEL, Yvan LABEJOF, Michèle VIAN, Roger BLIN, Jean CASSOU, Madeleine REBERIOUX, Pasteur René CRUSE, Serge REGGIANI, Henri MALER, Isaac JOSHUA, Maxime LEFORESTIER, Christian FIOUET (UL-CFDT, Gennevilliers), Alain KRIVINE, Marcel-Sylvain PUTEMANS, A. JEANSON, Edouard DELEPINE, Vincent PLACOLY (écrivain antillais), Robert CHAPUIS, André LAUDOUEZE, André BARIJONET, Didier MOTCHANE, Georges CASALIS, Bernard SCHREINER, Georges MONTARO, Fred KER, MARTIN, Roland MALET, Daniel DELAVEAU, Claude BATHIER, Théodora MONOD, Serge JULY, Union Générale des Travailleurs réunionnais en France.

« L'APPEL DES CENT » DES GENERAUX !

Nos généraux ont enfin trouvé leur « Appel des 100 ». Il s'agit d'un rapport très confidentiel rédigé par le général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre et adressée à Soufflet. Un rapport alarmiste qui vise à placer le gouvernement devant ses responsabilités. Et à le prévenir: si les choses restent en l'état, le couvercle de la marmite va sauter!

C'est que la hiérarchie a peur et en a marre.

RAS LE BOL !

Elle a peur. Elle a assisté, impuissante, à la « dégradation du moral » dans le contingent et le petit encadrement. Elle est payée pour savoir — même si elle est la première à réclamer qu'on cogne — que le mal a des racines profondes et qu'il ne suffira pas de quelques procès retentissants pour que tout rentre dans l'ordre. Confusément, elle sent que la contagion qui gagne vient de « l'extérieur », mais, enfermée dans son ghetto et mentalement diminuée par fonction, elle est incapable d'analyser le phénomène pour s'y « attaquer » sérieusement. Alors on trépigne, on montre les crocs, on menace:

« Nous sommes accusés d'être à la fois stupides, rétrogrades et incapables d'évoluer... ceci est non seulement injuste mais inadmissible car le système militaire est

certainement celui qui a le plus évolué ces dernières années... Il faut sévir contre les gens qui portent atteinte à la Défense nationale ». Une façon toute militaire d'exorciser le fantôme de Draguignan et de se rassurer. Et puis, la hiérarchie en a marre. Marre des promesses non tenues de « revalorisation » de la condition des cadres, de réhabilitation de leur « mission » face aux attaques des gauchistes et aux suspicions de la Gauche toujours prêts à imaginer — voyez-vous ça — que les chefs d'état-major lorgnent du côté du Chili. Bref, le haut encadrement n'a pas encore trouvé dans le pouvoir politique son Marcellin et s'en plaint véhémentement: « Si l'on nous trouve

inutiles, qu'on nous le dise », clamait l'un d'entre eux il y a quelques mois.

UNE « FUITE » PROVIDENTIELLE

Coïncé entre le ras-le-bol des états-majors et les impératifs économiques d'austérité, Soufflet ne sait guère où donner de la tête. A vrai dire, il ne fait guère le poids. Et il zig-zague. « Donnez-nous 3 % du Produit national brut ou nous ne répondons plus de rien ! » s'exclame-t-il tourné du côté de Giscard. « Mais non les choses ne vont pas si mal, il n'y a pas de crise » rassure-t-il, penché vers de Boissieu et ses acolytes.



Tout cela ne fait pas une politique. Les généraux savent bien que le mal est beaucoup plus profond qu'on ne l'imagine dans les ministères. Le caractère exceptionnel de la procédure employée est à la mesure de leur alarme. Ce n'est pas par hasard non plus que le rapport « ultra-confidentiel » est parvenu au Monde. L'affaire lancée sur la place publique, il faudra bien que le pouvoir prenne position clairement... Déjà Soufflet a publié un communiqué embarrassé où il tente de minimiser l'affaire et tient à préciser surtout que le ton alarmant du rapport n'a rien à voir avec Draguignan. Bien-sûr!

La fronde des généraux vis-à-vis du pouvoir n'a pas fini de se développer. Le rapport de Boissieu et sa divulgation en sont un épisode. Des généraux qui n'ont pas spécialement apprécié la quasi-mise à pied de l'amiral Sanguinetti, coupable d'avoir publié dans le Monde quelques réflexions personnelles sur l'Institution militaire. Des généraux qui savent qu'on ne redressera pas la barre avec de la pommade et la méthode Coué, qu'on ne conjure pas Draguignan et la combativité des appelés avec quelques coups de poings sur la table.

La crise de l'Institution militaire se développe. La grogne des généraux en est un aspect. Elle ne fera que se développer dans la période qui vient.